

Aventure

Agence Micro Projets

Microprojets

De l'idée à la réalisation

Les lauréats 2018

Gérer les aléas

Les points clés de réussite

Former
Financer
Accompagner
Évaluer
Capitaliser



Agence Micro Projets

30 ans de microprojets

Incubateur d'initiatives solidaires

L'Agence des Micro Projets est le centre ressource national d'accompagnement et de financement des petites et moyennes associations françaises de solidarité internationale.

Directeur de la publication :

Vincent Rattez

Rédactrices en chef :

Servane Bourgeault et Clara Chépeau

Avec la participation de :

Olivier Allard – Pauline Accard – Oumoulkhairy Ba
Thierry Barbaut – Mathilde Beaudet – Gaëtan
Deltour – Patrick Edel – Annick Lacroix – Raphaël
Lurois – Marie-Hélène Mallet – Hélène Muller
Gérard Renard – Damien Ricordeau – Luis
Salamanca – Association SOLEM – Joris Thomann
Cécile Vilnet – Hubert Willemin.

Administration, abonnement et publicité :

La Guilde
7, rue Pasquier - 75008 Paris
Tél. 01 43 26 97 52

Abonnement :

4 numéros - 12 euros

Seuls les articles signés ès-qualité par les
membres de La Guilde engagent l'association.
Tous droits de reproduction réservés.

N°CPPAP : 0212 G 83995

N°ISSN : 1298-7182

Photo de couverture : Moulin solaire pour moudre le mil
dans le village de Saamane (Cf. article page 30).
© Th. Barbaut



Imprimerie :

FidesPrint
Siège social : G&A pmc
10, rue Chardin - 75016 Paris



www.la-guilde.org



[facebook.com/La Guilde Européenne du Raid](https://facebook.com/La-Guilde-Europeenne-du-Raid)



[twitter.com/Guilde du raid](https://twitter.com/Guilde-du-raid)

ÉDITO

Nouvelle année rime avec nouveaux projets !

À l'Agence des Micro Projets, nous
accompagnons chaque année environ
1 000 porteurs de projets et cofinçons
une centaine de microprojets !

Portés par des acteurs locaux en partenariats avec des associations de solidarité internationale (ASI) françaises, ces projets émanent des besoins du terrain, ce qui est primordial lorsque nous évaluons leur rapport coût/efficacité. Ce sont en effet des « microprojets » qui demandent peu d'investissement (50 000 € en moyenne) mais dont l'efficacité et surtout l'efficience - la quasi totalité des frais est affectée à la mise en œuvre des projets - sont inégalées, car répondant à des besoins identifiés et exprimés par la population locale et donc les bénéficiaires directs de ces projets.

Cependant, si en France des structures existent pour accompagner les ASI dans le développement de leurs initiatives, cet appui est inégal et n'est pas destiné aux partenaires locaux. Ces acteurs peuvent alors être confrontés à des difficultés pouvant entraîner des retards, une revue à la baisse des ambitions initiales, voire tout simplement un abandon du projet.

L'Agence des Micro Projets (AMP) n'est pas seulement un guichet de financement mais aussi et surtout un dispositif qui appuie les initiatives tout au long du cycle de vie projet. Dès leur genèse, l'AMP forme les porteurs de projet afin qu'ils disposent d'une boîte à outils complète pour structurer correctement leur projet. Nous réalisons chaque année une quarantaine de formations à Paris et dans toutes les régions de France, en partenariat avec les réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA).

Avec le support d'une équipe de professionnels avisés, nous sélectionnons ensuite les meilleurs de ces projets au travers de différentes sessions de dotation tout au long de l'année, que ce soit sur des thématiques liées à l'eau, l'agriculture, la santé, l'éducation ou encore les énergies renouvelables. Nous pouvons leur accorder une subvention pouvant aller jusqu'à 15 000 € par projet sélectionné.

Notre engagement ne s'arrête pas là. Nous assurons également le suivi des projets et l'évaluation de leur impact sur les populations locales. Chaque membre de notre équipe part ainsi à la rencontre des porteurs de projets aux quatre coins du monde. En 2018, nous avons rendu visite à plus de 40 projets dans 7 pays ! L'intérêt est double : apprécier les réalisations effectuées et aussi s'enrichir des pratiques et des difficultés rencontrées sur le terrain pendant la mise en œuvre.

L'enjeu pour l'Agence des Micro Projets est clair : notre mission est d'accompagner la réalisation des ODD et l'amélioration des conditions de vie des populations en difficulté, par la multiplication des initiatives locales portées par des femmes et des hommes de terrain. Avec des moyens restreints et un accompagnement tout au long des projets, il est possible de contribuer à un monde meilleur !



© D.R.

Damien RICORDEAU

Administrateur de La Guilde



SOMMAIRE

- Notre approche microprojet p. 4

1 - De l'idée à la planification d'un microprojet

- Genèse d'un microprojet p. 6
- L'AMP, un bailleur accompagnateur p. 8
- L'accompagnement en région p. 10
- Répartition des RRMA en France p. 11
- Le renforcement des organisations locales p. 12

2 - Les financements

- Matinée de bilan et d'échanges à l'AFD p. 14
- Les dotations de l'AMP en 2018 p. 16
- Répartition des associations lauréates par région p. 18
- Les projets lauréats p. 19

3 - Mise en œuvre

- Points clés pour réussir son projet p. 26
- Stratégies de partenariat p. 28
- Des partenariats innovants p. 30
- Mobiliser les acteurs locaux p. 32
- Sensibiliser en France p. 34

4 - Suivi et évaluation

- Témoignages : le bilan p. 36
- Sur le terrain en 2018 p. 38
- Gérer les données numériques p. 40

5 - Gestion des aléas

- Rebondir face aux aléas p. 42
- S'adapter aux imprévus p. 44
- Le rapport à l'échec dans les microprojets p. 46

6 - Valoriser les microprojets auprès des acteurs du développement

- Être acteur de sa propre communication p. 48
- Un « Monde perdu » sur Youtube p. 49
- Donner la parole aux acteurs du développement p. 50
- Quelques temps forts de 2018 p. 51

Notre approche microprojet

L'Agence des Micro Projets accompagne les petites et moyennes associations françaises de solidarité internationale dans la conception de leur projet, la recherche de financement, l'évaluation et la capitalisation de leurs expériences.

Les « microprojets » de solidarité internationale sont au cœur du travail de l'AMP. Ils se caractérisent par leur ancrage local (approche ascendante), leur rayonnement à une échelle localisée, une enveloppe budgétaire limitée, et la diversité de leurs actions. Ils s'inscrivent dans des processus endogènes de définition des besoins et leur capacité à répondre aux besoins fondamentaux des populations ciblées qui, impliquées tout au long du cycle de projet, sont un atout fondamental. Dans cette approche, les populations locales identifiées, comme « bénéficiaires » du projet agissent comme acteurs au cœur du changement désiré.

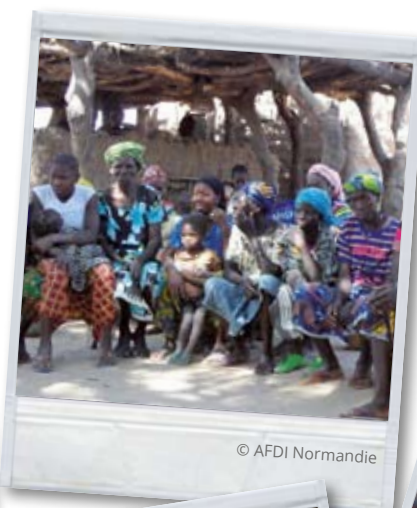
L'approche microprojet se rapporte tant à la démarche du projet et à la philosophie sous-tendue par les acteurs qu'au mode d'intervention sur le terrain. Également qualifié de « projet à taille humaine », le microprojet peut se définir par rapport aux approches par programme ou « macro », sans toutefois les exclure. En effet, un microprojet peut autant être réalisé dans le cadre d'un programme stratégique de développement de grande ampleur, qu'être une action indépendante portée par la société civile.

Ces projets évoluent tout au long des étapes de leur cycle de vie, selon la nature et la dynamique des acteurs qui les portent mais aussi selon l'environnement extérieur, qui est loin d'être statique. De l'idée à la conception en passant par le financement, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation ou la communication les microprojets sont soumis aux aléas, qu'il faut apprendre à analyser afin de mieux s'y adapter.

Depuis plus de trente-cinq ans, l'Agence des Micro Projets soutient des initiatives durables à visage humain, porteuses des valeurs de tolérance, solidarité et partage. Puisse l'aventure continuer encore de nombreuses années et favoriser l'émergence de ces projets qui, tous réunis, permettent de tendre vers un monde meilleur et solidaire.

Clara CHÉPEAU

Chargée de mission observatoire
Agence Micro Projets



1 - DE L'IDÉE À LA PLANIFICATION

d'un microprojet



© A petits pas

Première grande étape du cycle, la phase de diagnostic est essentielle à la genèse de tout projet. C'est avant tout une démarche de réflexion et d'interactions qui permet d'appréhender le contexte du projet (à échelle locale, régionale et nationale) et de le formuler en adéquation avec tous les facteurs qu'il intègre (niveau humain, économique, politique, etc.). Le soin et la précision qui lui sont apportés influencent fortement sa réussite à court et long terme. La recherche d'informations, les rencontres, les échanges avec les acteurs concernés et les séjours sur le terrain font partie des nombreux outils mobilisés au cours de cette étape. Le passage de l'idée à la planification d'un projet nécessite donc un volume important de temps, un investissement en ressources humaines, matérielles et dans la plupart des cas, en fonds propres.

Chaque projet a son histoire et il faut parfois plusieurs années avant d'aboutir à l'identification d'un plan concret permettant de répondre à un besoin identifié localement, assez précis pour être soumis à la recherche de financements et, enfin, être mis en œuvre.

Genèse d'un microprojet

De l'idée à la conception

Entre le diagnostic initial et la formulation d'un projet, plusieurs phases se succèdent. Le recours à différents partenaires en France et sur le terrain facilite la mobilisation des ressources et la réponse aux aléas.

Une réponse à une sollicitation locale

Le projet *Dev&Go* est un projet sanitaire ayant pour but d'améliorer l'accès aux soins des vingt mille habitants de Dévégo, petit village de la banlieue Est de Lomé au Togo, dans le district du Golfe, région maritime. À cette fin, notre mission s'articule autour de deux points complémentaires : d'une part, former et sensibiliser la population sur les problématiques d'hygiène et de santé, d'autre part, aider au développement et à la pérennisation du centre de soin dont elle dépend.



Le dispensaire. © SOLEM

Ce projet est fondé sur une coopération entre des étudiants en médecine de l'Université Paris Descartes adhérents de SOLidarité Étudiants Médecine (SOLEM), organisme porteur du projet et les membres de Voisins Solidaires TOGO (VST), notre partenaire local au Togo. Le partenariat a commencé en 2015 suite à un appel à projet de VST, et a permis la naissance du projet *GoTogo*, terminé durant l'été 2017. Son but était l'extension d'un centre de santé public en difficulté du village de Segbé dans la préfecture du Golfe, avec l'installation d'un laboratoire d'analyses médicales, l'aménagement d'une maternité, de latrines, d'un forage et l'animation de séances de sensibilisation par SOLEM sur différents thèmes de santé publique. Le centre est désormais indépendant et en pleine

expansion. Fortes de ce succès, les deux associations ont décidé d'un commun accord de renouveler le partenariat et de se concentrer sur un autre centre public. Du côté de SOLEM, les équipes se renouvellent chaque année ; des transmissions rigoureuses et un tutorat sont alors systématiquement organisés par les « anciens ». Les chefs de projet en suivent tout le déroulé.

Des diagnostics terrain pour mieux évaluer les besoins

Une mission exploratoire a été menée par de nouveaux étudiants en septembre 2017, sous la coordination d'une étudiante ayant déjà effectué la mission exploratoire du projet *GoTogo*. Les membres de SOLEM se sont alors préparés en suivant une semaine de formation aux missions exploratoires auprès d'Humacoop¹. Les étudiants ont alors appris à identifier les différents acteurs, à faire une évaluation de contexte, à faire une évaluation des besoins à partir de différents indexs et d'indicateurs. Cette méthodologie acquise, ils ont pu, en accord avec la Direction Préfectorale de la Santé du district du Golfe, trouver un centre public en difficulté et évaluer au mieux les besoins locaux. Le choix s'est porté sur l'Unité de Soins Périphériques du village de Dévégo, qui manque cruellement de ressources, dont la fréquentation est faible et pour laquelle aucun plan d'aide de l'État n'est prévu. En concertation avec de nombreux acteurs locaux, comme l'équipe médicale, les chefs de village, le comité villageois de développement, et après interrogation de la population sous forme d'entretiens standardisés, les grands axes du projet ont pu être définis. La vétusté du bâtiment nécessite une reconstruction intégrale de l'Unité de Soins et l'installation d'un laboratoire d'analyses médicales permettra au centre de générer des revenus suffisants à son autonomie. Enfin, la formation des Agents de Santé Communautaires² (ASC), volontaires du village qui assurent les séances de vaccination, sur différents thèmes de sensibilisation comme l'automédication ou le péril fécal incitera la population à prendre soin de sa santé à l'aide de bonnes pratiques et à fréquenter l'Unité de Soins.

1 - Centre de formation aux métiers de l'humanitaire, basé à Grenoble : www.humacoop.org

2 - Villageois volontaires indemnisés, choisis par la communauté et encadrés par l'assistant d'hygiène, faisant le lien entre l'USP et la population en se rendant dans les quartiers.

3 - Association pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous : www.pseau.org



© SOLEM

La mise en place du projet a été coordonnée durant l'année 2018 par une nouvelle équipe de volontaires de SOLEM, sous la tutelle des « anciens » de la mission exploratoire. L'équipe a pu suivre une formation de l'Agence des Micro Projets (AMP) sur la rédaction de dossiers de subventions, et a bénéficié d'un suivi régulier du projet et de conseils personnalisés par l'AMP. La première année de *Dev&Go* a conduit à l'installation d'un laboratoire d'analyses médicales au sein du centre, qui est aujourd'hui fonctionnel grâce à l'affectation d'un laborantin par la Direction Préfectorale de la Santé. Le laboratoire fournit au centre des revenus stables, il est un véritable bénéfice pour les habitants de Dèvégo qui n'ont plus à se rendre à leurs frais au centre de Baguida, grande ville la plus proche. La formation des Agents de Santé Communautaires a également été effectuée, sous les conseils du Pr. Tamakloé, directeur du programme WASH (Water, Sanitation, Hygiene) de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) au Togo, et du Dr. Somé, médecin de santé publique affilié au Programme des Nations Unies pour le Développement. Les sensibilisations sont donc à ce jour menées en autonomie par l'équipe d'Agents de Santé Communautaires tout au long de l'année et coordonnées par l'assistant médical et l'assistant d'hygiène du centre.

Perspectives 2019

Une nouvelle équipe a rejoint le projet pour 2019, elle a bénéficié d'une formation complète et des transmissions de l'équipe précédente. Elle se concentrera sur la reconstruction du centre de santé et l'installation d'un forage pour l'acheminement en eau potable. Cependant, des difficultés ont été rencontrées dans la planification de l'adduction en eau potable. En effet, Dèvégo se situe sur un sol riche en fer qui contamine l'eau souterraine. De plus, le Pr. Tamakloé nous a informé de la contamination des poches d'eau potable par une infiltration d'eau de mer au sud de la lagune, où se situe Dèvégo. Ainsi, une expertise géologique a été menée, et plusieurs options sont envisageables mais aucune ne semble idéale. Un forage à une profondeur de vingt mètres avec un assainissement de l'eau s'avèrerait trop coûteux en entretien et en réactifs pour le centre. Un forage à une profondeur de cent mètres est une grosse entreprise pour une petite association comme SOLEM. Enfin, le pS-Eau³, contacté pour un appui technique, nous a suggéré que le raccordement au réseau d'eau de la ville de Baguida serait la solution la plus pérenne. Toutefois, un projet de telle ampleur requiert une prise en charge de l'État, ce qui n'est malheureusement pas prévu pour le moment. Ainsi, nous devons réfléchir à d'autres solutions plus simples et plus abordables, mais notre objectif premier reste bien sûr d'aider le centre à se développer et à offrir aux habitants du village une bonne prise en charge médicale.

En somme, le projet *Dev&Go* repose sur une très bonne communication entre les deux associations partenaires, avec l'organisation de téléconférences hebdomadaires, et sur une connaissance fine du terrain et des enjeux de la localité. La coopération avec les différents acteurs locaux clés grâce à l'équipe terrain de VST et aux séjours des volontaires de SOLEM nous assure de répondre à un réel besoin et d'impliquer au mieux les habitants du village, qui sont les premiers intéressés.

L'équipe *Dev&Go*

<https://projetdevego.wordpress.com>



L'AMP, un bailleur accompagnateur

L'accompagnement, un outil de renforcement des capacités des associations.

L'Agence des Micro Projets possède une particularité. En plus d'être un bailleur de fonds qui finance les petites associations françaises de solidarité internationale, elle est aussi mandatée par l'Agence Française de Développement pour renforcer les capacités des organisations de la société civile (OSC) à mettre en œuvre des projets.

Comme d'autres acteurs du milieu tels que le FORIM, les Réseaux Régionaux Multi-Acteurs, Étudiants et Développement, la pépinière de la solidarité internationale ou encore le programme Solidarité-Eau, l'Agence des Micro Projets accompagne des organisations à concevoir, planifier, suivre voire évaluer leur projet. Pour ce faire, l'AMP a mis en place plusieurs formes d'accompagnement. L'objectif est de faire correspondre au mieux les sollicitations des organisations et l'expertise des membres de l'AMP et cela quel que soit le moment du cycle projet.

L'accompagnement méthodologie de projet

Les associations peuvent solliciter une rencontre avec un membre de l'AMP avant de déposer un dossier à une des trois sessions de dotations annuelles (Printemps, Énergies Renouvelables et Automne). Lors de ces entretiens, différents points peuvent être abordés en fonction du niveau de technicité du projet mais aussi des connaissances en gestion de projet de l'association. L'accompagnement de l'AMP n'est pas nécessairement spécifique à un dépôt de dossier. L'objectif est d'offrir des clés de compréhension et d'expertise au porteur de projet.

L'accompagnement bailleur

Certains porteurs de projet réalisent leur demande de financement pour la première fois et cherchent donc à comprendre la terminologie de la gestion de projet. Bien que leurs initiatives correspondent bien à une demande et à un besoin émis localement, leur projet peut se voir refusé par manque de méthode et de présentation. Dans ce cadre, l'accompagnement s'articule davantage autour des attentes du bailleur en terme de contenu et d'analyse du projet. Ce temps d'explication est généralement précédé d'un temps d'échange autour de la conception du projet.

En fin d'accompagnement, l'association peut être orientée vers des formations, vers d'autres organisations qui opèrent sur la même thématique, ou vers des spécialistes externes afin d'approfondir ses connaissances d'un point de vue méthodologique.

L'accompagnement thématique

Les associations sollicitent fréquemment un accompagnement pour des projets sur des thématiques très spécifiques. Forte de ses trente-six années d'expérience sur le financement de microprojets, l'équipe de l'AMP est en mesure d'expertiser les projets. Elle s'appuie aussi sur les retours des projets financés par le passé afin de conseiller les organisations. Ainsi, si plusieurs associations font remonter des difficultés dans la mise en œuvre de projets agricoles dans une certaine région, l'AMP va utiliser cette capitalisation afin d'accompagner l'association à prendre en compte ces éventuels problèmes.

L'accompagnement post-dotation ou refus

Tous les projets qui sollicitent des fonds de l'AMP reçoivent un avis jury personnalisé qui émet des points positifs, des points de vigilance et des recommandations. Ainsi, un projet doté peut être invité à améliorer certains aspects, ou bien à prendre en compte d'éventuels risques non anticipés que connaissent les spécialistes.

Un projet non retenu peut aussi consulter les raisons argumentées du refus. De même, l'association peut solliciter un entretien spécifique avec le juré qui a instruit son projet. Ainsi, chaque organisation peut prendre en compte les remarques du bailleur et des experts afin d'adapter son projet en fonction des recommandations. De fait, une organisation peut déposer une nouvelle fois son dossier en l'ayant modifié. L'objectif visé est que le projet s'améliore à chaque dépôt pour augmenter ses chances d'être soutenu financièrement.





Mission au Bénin. © Thierry Barbaut

L'accompagnement : un regard extérieur à l'association porteuse

Les porteurs de projet sont très engagés dans la conception et la mise en œuvre de leur projet. L'accompagnement permet aussi d'apporter un regard extérieur pour permettre aux associations de prendre du recul sur leur projet. En effet, ces dernières n'ont pas nécessairement envisagé toutes les solutions possibles, ou n'ont pas considéré l'ensemble des parties prenantes ou risques de leur projet. Par exemple, lors de la rénovation ou construction d'une école, il est important d'intégrer les volets d'accès à l'eau et à l'assainissement, de protection de l'école par une clôture ou encore la cohérence avec la carte scolaire.

Au-delà d'orienter l'association, l'accompagnement a aussi pour objectif de questionner le projet.

L'accompagnement terrain

Chaque membre de l'agence se rend au moins une fois par an sur le terrain à des fins de suivi des projets. En plus de l'aspect évaluatif de ces missions, c'est aussi le moment de conseiller directement l'organisation locale en fonction de l'état d'avancement du projet. En échangeant avec l'ensemble des acteurs chargés de la bonne exécution des activités, l'AMP peut éventuellement proposer de nouvelles orientations.

En allant à la rencontre des porteurs de projet sur le terrain, ce sont aussi les membres de l'agence qui recueillent de l'information et des bonnes pratiques. La capitalisation qui en suit permet alors de mieux accompagner de nouvelles initiatives.

L'accompagnement sur la mise en place du projet

L'AMP est limitée par ses moyens humains pour accompagner les OSC françaises. Néanmoins, un accompagnement tout au long du cycle projet est effectué, pour lequel l'équipe suit les avancées à travers des échanges réguliers. Le premier outil de suivi se déroule sur la plateforme dématérialisée, avec la remise de bilans intermédiaire et final par l'association. Le deuxième, plus informel, s'articule davantage sur des échanges avec les porteurs lorsque ces derniers rencontrent des imprévus au cours de la mise en place de leur projet.

Ainsi, dans une certaine mesure, un projet peut être modifié pour faire face à des aléas ou des obstacles rencontrés. Cette capacité d'adaptation permet la réalisation du projet malgré des difficultés plus ou moins contrôlables.

L'accompagnement de l'Agence des Micro Projets est composé de multiples facettes et intervient tout au long du cycle de projet. Ainsi, depuis trente-six ans, la double casquette de bailleur et d'accompagnateur lui a permis de capitaliser sur l'ensemble des micro-projets soutenus. L'objectif étant toujours d'accompagner au mieux les organisations de la société civile.

Raphaël LUROIS

Chargé de mission projet numérique et formation
Agence Micro Projets

L'accompagnement en région

COOPÉRATIONS & SOLIDARITÉS INTERNATIONALES

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE SE DÉPLOIE AU CŒUR DES TERRITOIRES

Dans un esprit de service public et une approche pluri-acteurs, les Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (RRMA) ont vocation à renforcer l'implication et améliorer la qualité des actions menées à l'international et en France dans tous les champs de la coopération et de la solidarité. En leur qualité de référents régionaux, implantés au cœur des territoires, les RRMA interviennent en complémentarité des politiques publiques locales et nationales qu'ils contribuent à construire, à animer et à valoriser. Acteurs à part entière de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, ils contribuent à l'ouverture au monde des habitant-e-s dans un contexte de plus en plus globalisé et interdépendant.

DANS CETTE OPTIQUE, LES RRMA PROPOSENT

UNE PALETTE DE SERVICES

À DESTINATION DE TOUS LES ACTEURS BASÉS DANS LEUR RÉGION RESPECTIVE :



RECENSEMENT & IDENTIFICATION

du « qui fait quoi » en région



VALORISATION DES PROJETS ET ACTEURS RÉGIONAUX



ACCOMPAGNEMENT DES PORTEURS DE PROJET :

information, orientation, appui-conseil, formation, mise en relation



ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



ANIMATION TERRITORIALE :

organisation de rencontres et de temps de concertation en région afin de favoriser la mutualisation et le développement de partenariats / synergies



DÉVELOPPEMENT DE LA MOBILITÉ ET DE L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE DES JEUNES

Soutenus au plan national par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, les RRMA français se sont constitués en Réseau des Réseaux afin de mutualiser leur savoir-faire, développer leurs expertises, initier des actions collectives, être force de propositions auprès des instances régionales et nationales dédiées à la coopération et à la solidarité internationale.

DÉCOUVREZ LE RÉSEAU DE VOTRE RÉGION

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Resacoop - www.resacoop.org

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
Bourgogne-Franche-Comté International
www.bfc-international.org

BRETAGNE
Abcis* - www.bretagne-solidarite-internationale.org

CENTRE-VAL DE LOIRE
Centraider - www.centraider.org

GRAND EST
GESCOD - www.gescod.org

HAUTS-DE-FRANCE
Lianes coopération - www.lianescooperation.org

NORMANDIE
Horizons Solidaires - www.horizons-solidaires.org

NOUVELLE AQUITAINE
SO Coopération - www.socooperation.org

OCCITANIE
Occitanie Coopération - www.oc-cooperation.org

PAYS DE LA LOIRE
Alcid* - www.alcid.org

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Territoires Solidaires - www.territoires-solidaires.com



AVEC LE SOUTIEN DU



& DES CONSEILS
RÉGIONAUX

* autres réseaux dédiés à la coopération et à la solidarité internationale

Répartition des RRMA en France



COOPÉRATIONS & SOLIDARITÉS INTERNATIONALES LES RÉSEAUX RÉGIONAUX MULTI-ACTEURS

* Autres réseaux dédiés à la coopération et à la solidarité internationale



Le renforcement des organisations locales

Le rôle de l'ambassade de France au Bénin

L'Ambassade de France au Bénin renforce le développement institutionnel et organisationnel des Organisations de la Société Civile (OSC), leur capacité à porter des plaidoyers en direction des autorités publiques et leur implication à l'élaboration, l'exécution, le suivi et l'évaluation des politiques publiques et des projets de développement.

Une société civile béninoise dynamique en besoin de renforcement

Depuis la signature des Accords de Cotonou de juin 2000, les OSC ont connu un nouvel essor dans l'accompagnement de la démocratie au Bénin. Entretien un lien étroit avec les communautés à la base, les OSC ont démontré leur capacité à mener des actions de proximité, à identifier des besoins pertinents des populations locales et à favoriser et promouvoir la participation populaire et citoyenne au niveau des communes. Toutefois, les OSC béninoises souffrent encore d'un manque de structuration interne et de gouvernance, d'expériences, d'informations et de formations requises pour intervenir de façon pérenne et efficace.

Le FASCS (2015-2018) : défense des droits civils et politiques, promotion des droits économiques et sociaux et protection de l'environnement

Pour répondre aux besoins des OSC béninoises sur l'ensemble du territoire national, l'Ambassade de France au Bénin a mis en œuvre, entre 2015 et 2018, le Fonds d'Appui aux Sociétés Civiles du Sud (FASCS), pour un montant de 700 000 euros. Cet outil s'est adressé à la société civile comme force de mobilisation, de défense des droits humains et de proposition citoyenne. En partenariat avec la Maison de la Société Civile (MdSC), le FASCS a permis, au travers des vingt-quatre projets financés, d'appuyer le rôle politique et citoyen de la société civile du Bénin, dans des domaines aussi divers que la protection de

l'enfance, l'autonomisation des femmes et la prévention des violences à leurs égards, le renforcement des dialogues citoyens pour la prévention des conflits locaux, le respect des écosystèmes et la gestion des déchets.

Lancement du PISCCA (2019-2020) : insertion sociale et professionnelle des jeunes vulnérables au Bénin

Le dispositif PISCCA (Projets Innovants des Sociétés Civiles et des Coalitions) encourage les OSC à proposer des projets innovants. Ce PISCCA d'insertion sociale et professionnelle des jeunes vulnérables au Bénin vise, notamment, au renforcement des capacités et de la mise en réseau de la société civile dans le développement d'actions pilotes concrètes sur le champ de l'insertion des jeunes vulnérables. Les OSC sont encouragées à se regrouper, à travailler en réseau et chercher des co-financements diversifiés, ou encore à nouer des partenariats.

Les OSC béninoises désirant postuler au dispositif PISCCA seront accompagnées dans le montage de dossier par les référents départementaux de la MdSC, puis seront suivies, si elles sont sélectionnées, tout au long de la mise en œuvre des projets. Pour toute information : bj.ambafrance.org/Appel-a-projets-PISCCA.

Au-delà de la mise en œuvre des projets, l'Ambassade de France au Bénin accompagne la société civile dans sa capacité à défendre les droits fondamentaux : par exemple dans la préparation et la présentation à Genève du rapport alternatif dans le cadre de l'Examen Périodique Universel en 2017.

Mathilde BEAUDET

Chargée de mission société civile à l'Ambassade de France au Bénin

<https://bj.ambafrance.org>



Lauréat PISCCAC. © SCAC Bénin



© SCAC Bénin

2 - LES FINANCEMENTS



Matinée de restitution à L'AFD. © Remi-Photos.com

Si les ressources financières sont essentielles pour passer de la planification à la réalisation d'un projet, elles ne devraient pas pour autant mobiliser l'ensemble des efforts, au détriment du soin apporté aux phases précédentes (diagnostic, conception) ou au suivi *in situ*, par exemple.

L'enjeu est alors de faire converger les différents acteurs publics, privés, institutionnels, autour d'un objectif commun : accompagner les petites associations pour soutenir des microprojets pertinents, de qualité et durables, au bénéfice des populations dans les pays d'intervention.

Matinée de bilan et d'échanges à l'AFD

Retour sur la demi-journée de restitution des activités de l'AMP.

L'Agence des Micro Projets a tenu sa réunion annuelle entre acteurs et partenaires, le 12 décembre dernier dans les locaux de l'Agence Française de Développement (AFD). Cette matinée de réflexion partagée, axée sur le partenariat, a donné la parole à l'ensemble des partenaires qui soutiennent les microprojets à chaque étape de leur cycle de vie.

Pierre Salignon, responsable du partenariat avec les organisations de la société civile à l'AFD a présenté en ouverture de cette journée « quelques données révélatrices du travail accompli en trois ans par l'AMP » (180 projets financés ; 1 300 000 bénéficiaires) et assuré le soutien de l'AFD « pour un troisième accord en 2020 sur une base programmatique renouvelée, actuellement en instruction ».

L'équipe de l'AMP a ensuite présenté les résultats et avancées de son dispositif et les partenaires qui le soutiennent à chaque étape.

Raphaël Lurois, chargé des missions d'accompagnement et de formation, a souligné la forte corrélation entre l'accès aux dotations et le recours à l'accompagnement individualisé et à la formation. Deux porteurs de projets, Koffi Gnamba (association Mamère) et Bolivar Tobar (France Équateur), ont apporté un témoignage personnel sur l'aide apportée à la conceptualisation des projets. Thibault Genestoux, consultant à EFFICOOP, formateur-instructeur partenaire de l'AMP depuis plusieurs années, a pointé les évolutions : un niveau de compétence accru des ASI et une diversification du public des formations (collectivités, fondations...).

Servane Bourgeault, chargée de mission d'accès aux financements, a présenté les modalités d'accès aux dotations via un double jury qui fait appel à cinquante instructeurs externes. Deux d'entre eux, Jean-Bernard Véron (Fondation de France) et Fabrice Bertin (Plan International) ont éclairé l'auditoire sur leurs critères de sélection prioritaires (pérennité des projets et implication des partenaires locaux).

Thierry Barbaut, responsable numérique et communication, a présenté « Le Portail Solidaire », nouvelle plateforme Internet qui augmente la visibilité des bailleurs partenaires et aide les porteurs à mieux répondre à leurs critères spécifiques.

Clara Chépeau, responsable de l'Observatoire, s'est concentrée sur les missions de suivi des projets. Elle a cédé ensuite la parole à Oumoukhairy Ba, consultante externe, à qui a été confiée une étude sur les pratiques de partenariat des ASI avec les acteurs locaux des microprojets, qui fait ressortir à la fois la satisfaction des partenaires locaux et leur soif d'un partenariat véritablement horizontal.

Trois exemples assez enthousiasmants de microprojets innovants ont été ensuite livrés : la cyberpirogue solaire de l'association Grand Lieu Nokoué au Bénin, le centre de télé-médecine porté par Kassoumaï au Sénégal et enfin le film réalisé par Thierry Barbaut *Energies renouvelables en Afrique de l'Ouest : du nano au macro projet*, second film de la série « Acteurs du développement » qui montre à travers plusieurs exemples le formidable potentiel des microprojets d'EnR.



Table ronde. © Remi-Photos.com



L'équipe AMP. © Remi-Photos.com



Les associations. © Remi-Photos.com

Michaël Ruleta de Mars Consultant a présenté les résultats de l'évaluation externe de l'AMP à l'issue du triennal, ses points forts (qui incitent à passer à un financement accru) et des points de vigilance à améliorer (suivi des projets, transfert de compétences).

Enfin une table ronde, animée par Cécile Vilnet, coordinatrice de l'AMP, a réuni un panel de ses partenaires, invités à réfléchir au comment travailler ensemble : Victor Beulque (Fonds Synergie Solaire), Guillaume Aubourg (Programme Solidarité Eau), Marion Flagbo (Yvelines Coopération Internationale et Développement), Nicolas Laurent (FORIM), Ghislaine Tandonnet-Guiran (Fondation Raja), Benjamin Léger (RRMA) : les pistes de coopération évoquées par les participants (mutualisation des procédures et des outils d'instruction et de suivi des projets) ont témoigné de la volonté réelle des multiples acteurs de la solidarité internationale de joindre leurs compétences – tout en gardant leur personnalité ! – pour développer les microprojets.

En conclusion, Michel Tarran, chargé des relations avec la société civile au Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, a rappelé que la nouvelle loi d'orientation et de programmation sur la solidarité et le développement international qui sera présentée au printemps par le gouvernement, prévoit une augmentation significative des fonds alloués au développement et à ses acteurs. « Les petits projets qui ne font pas un micro travail ne seront pas oubliés » a-t-il assuré.

Pour sa part, Olivier Allard, délégué général de La Guilde a remercié les participants pour leur présence et tous les acteurs pour leur implication et fait part de son espoir de les retrouver l'année prochaine avec un dispositif apte à répondre aux attentes d'un nombre croissant de porteurs de projets, « attentes dont les pays du Sud sont les grands bénéficiaires ».

Annick LACROIX

Journaliste

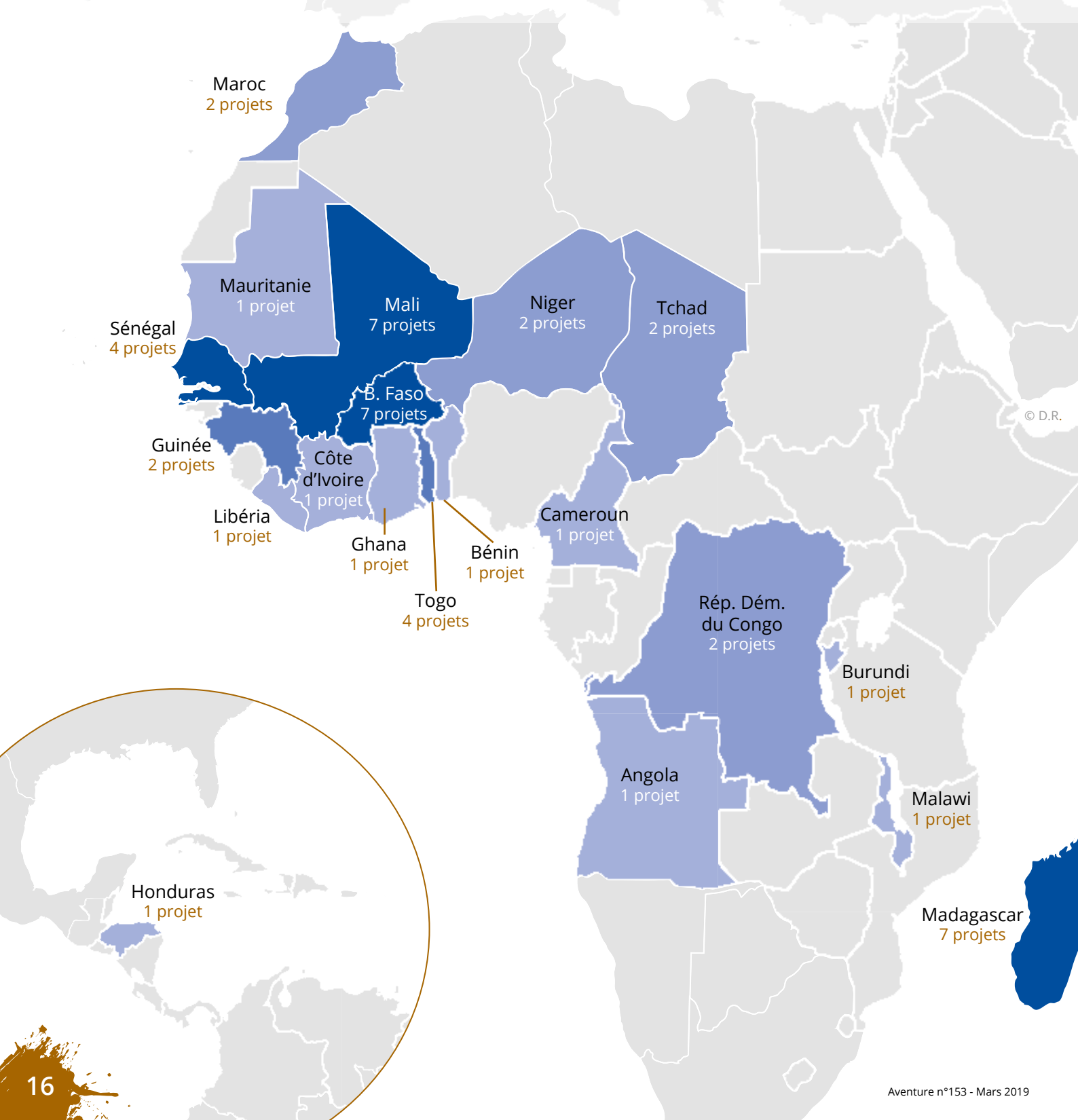


Échange sur le rôle de l'accompagnement. © Remi-Photos.com

Les dotations de l'AMP en 2018

53 projets dans 23 pays et sur trois continents

En 2018, l'Agence des Micro Projets a organisé 3 sessions de dotations : deux multi-thématiques (Printemps, Automne) et une spécifique sur les énergies renouvelables, en partenariat avec le Fonds de dotation Synergie Solaire. Au total, 641 317 € ont été répartis entre 53 projets lauréats en Asie, Afrique et Amérique du Sud, représentant plus de 100 000 bénéficiaires directs et 1 500 000 bénéficiaires indirects. Cela, sans compter la contribution des autres bailleurs partenaires du dispositif (Agir Sa Vie, Impala Avenir et la Fondation Suez), qui contribuent à soutenir les microprojets à travers leurs propres processus de sélection.



Nombre de projets dotés par pays

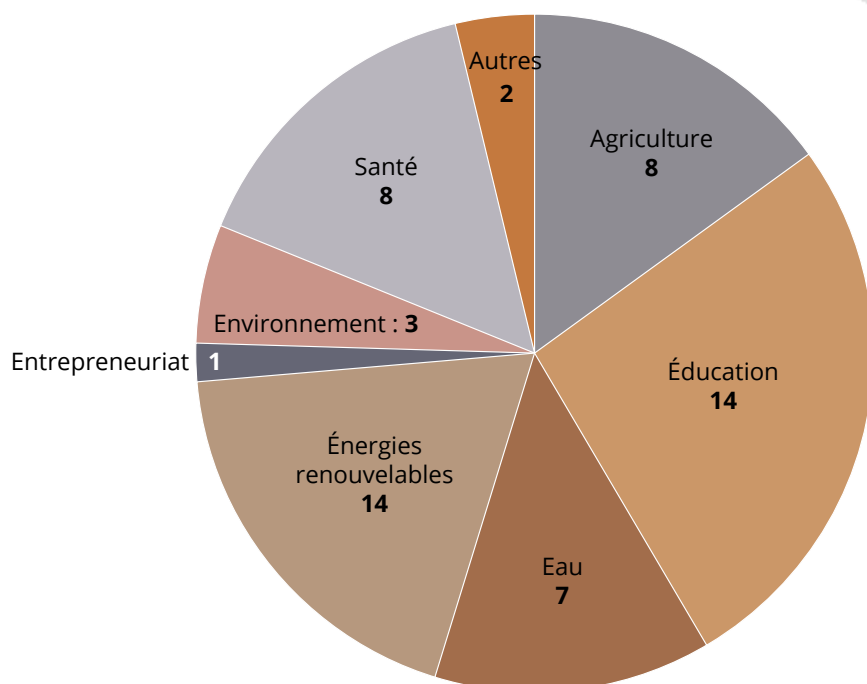
1 2 3 4 5 6 7

Afghanistan
1 projet

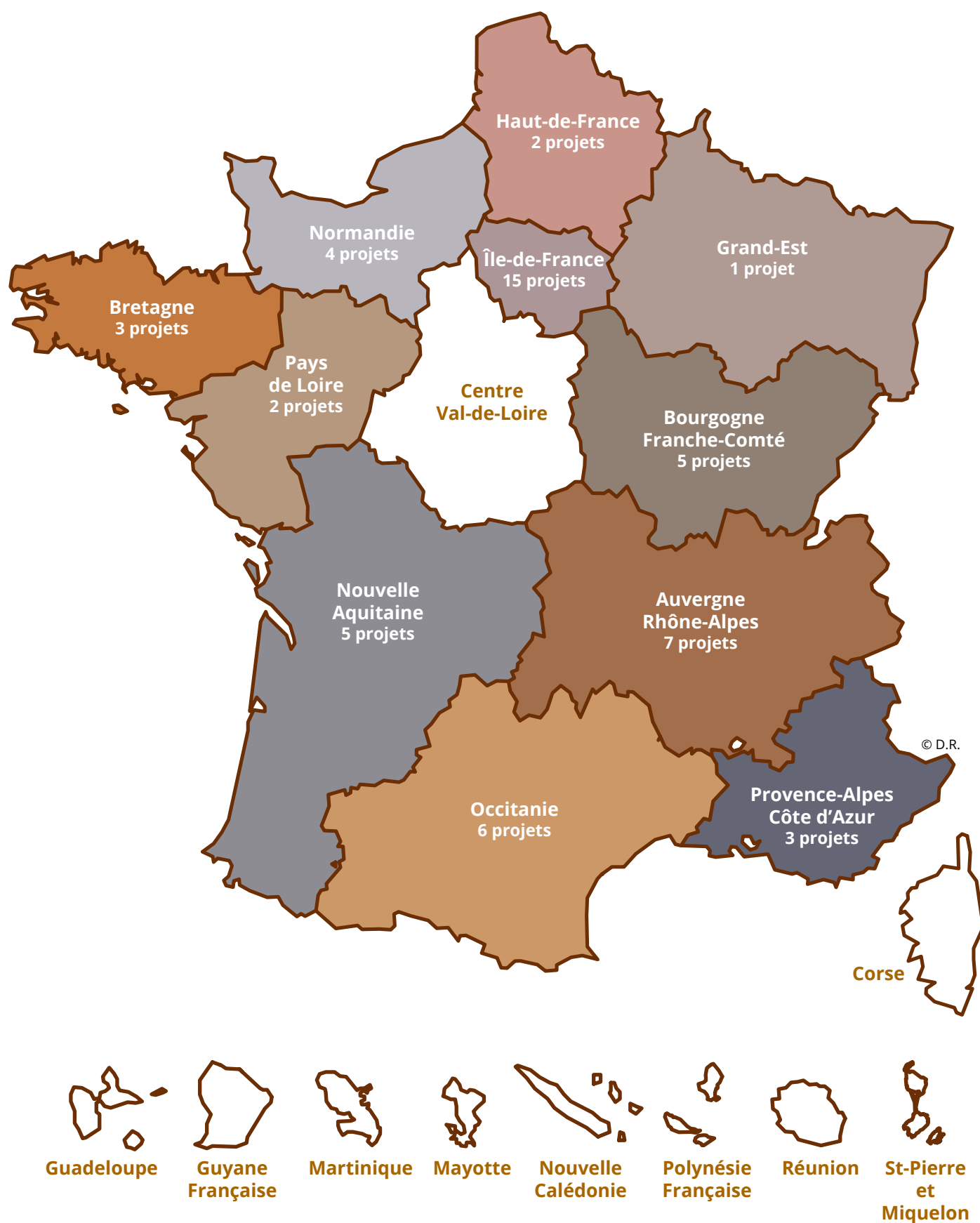
Chine (Tibet)
1 projet

Laos
2 projets

Répartition des projets lauréats par thématiques



Répartition des associations lauréates par région



Les projets Lauréats

Retrouvez, ci-dessous, les cinquante-trois lauréats des trois sessions de l'Agence des Micro Projets. Les projets cofinancés par Synergie Solaire dans le cadre de la session Énergies Renouvelables sont identifiés par le logo.

AFGHANISTAN

Afghanistan Libre

Améliorer les conditions d'apprentissage des élèves de l'école de Keraman.

Dotation : 15 000 €

Éducation : Construction de trois classes, d'une bibliothèque et d'une cour de récréation.

www.afghanistan-libre.org

ANGOLA

Mulemba

Projet solaire École As Buganvilias

Dotation : 15 000 € 

Éducation : Équipement de quatre bâtiments avec des installations photovoltaïques et formation du personnel technique de l'école à leur maintenance.

<http://ong-mulemba.org>

BÉNIN

Bénin Vi Bibi

Électrification solaire d'un espace éducatif communautaire.

Dotation : 10 000 € 

Éducation : Construction et aménagement d'un lieu d'accueil pérenne équipé (alimentation électrique, mobilier adapté, équipements pédagogiques, hygiène) destiné aux activités d'éducation et de formation.

www.beninvibibi.com



Classe de Seougato. © Bénin Vi Bibi

BURKINA FASO

Projets Solidaires

Diffusion de kits solaires dans trois villages.

Dotation : 7 500 €

Énergies renouvelables : Mise en place d'un système pérenne pour la conception et la diffusion de kits solaires.

www.projets-solidaires.org

Diin Lama France

Eau potable et assainissement à Tangassogo.

Dotation : 15 000 €

Eau : Construction de vingt blocs de latrines familiales et développement de l'accès à l'eau potable et d'un réseau d'assainissement.

www.diinlamafrance.org



Forage par l'association Diin Lama. © Servane Bourgeault

Association de Développement des Pêcheurs de la Vallée du Kou

Électrification du village des pêcheurs de la vallée du Kou.

Dotation : 4 500 €

Énergies renouvelables : Développement d'un réseau de distribution de l'électricité.

www.valleedukou.com

CAP Développement

Un collège en zone rurale dans l'ouest du Burkina Faso.

Dotation : 15 000 €

Éducation : Première phase du projet, qui consiste en la construction de deux classes, d'un bâtiment administratif, d'un bloc de six latrines, et la réalisation d'un forage.

www.capdeveloppement.org

Kambavenir

Extension d'un collège en lycée à Koudougou.
Dotation : 15 000 €

Éducation : Construction de trois salles de classes, d'un bloc de latrines et développement d'un projet environnemental.

<https://sites.google.com/site/kambavenir/>

Les Amis d'HAMAP de Catalogne

Formation de formateurs au Burkina Faso.

Dotation : 8 000 €

Éducation : Formation d'un groupe de trente enseignants d'écoles primaires aux méthodes pédagogiques innovantes.

www.hamap-humanitaire.org

Solidarité Eau Sud

Zezouma Koro.

Dotation : 10 000 €

Eau : Réalisation d'un forage, de trente latrines familiales à double fosse, et renforcement des capacités locales de gestion de l'eau.

www.solidarite-eau-sud.fr

BURUNDI

Solinfo

Soutien à l'éducation et l'autonomisation des jeunes burundais défavorisés des localités de Rutegama, Bubanza et Nyabihanga.

Dotation : 11 000 €

Éducation : Re-scolarisation des enfants, formation à l'activité agropastorale et développement d'une AGR d'élevage caprin.

<https://solinfo-asso.com/language/fr/education-agro-pastorale/>

CAMEROUN

Goutte à goutte

Approvisionner durablement en eau potable à Tchontchi, dans le Nord Cameroun.

Dotation : 15 000 €

Eau : Construction de deux forages et renforcement des comités de gestion d'eau.

www.goutteagoutte-cameroun.fr

CHINE-TIBET

Highland Initiatives

Des maternelles bilingues pour les enfants tibétains de milieu rural.

Dotation : 9 600 €

Éducation : Ouverture de la quatrième classe maternelle mixte et sensibilisation sur les questions d'éducation de la petite enfance.

<http://highland-initiatives.com>

CONGO

Mission Internationale DIMPA

Centre de formation multimétiérs.

Dotation : 15 000 €

Éducation : Mise en place de formations pour l'insertion sociale et professionnelle de jeunes handicapés.

www.dimpa.iesrm.free.fr

CÔTE D'IVOIRE

Mamere

Construction d'un foyer d'accueil de jour des personnes du troisième âge à Offa dans la Sous-Préfecture d'Agboville.

Dotation : 13 500 €

Social : Création d'un foyer et d'un champ communautaire pour lutter contre l'isolement et la malnutrition des personnes âgées.

<http://associationmamere.org>

GHANA

Village Exchange France

Construction d'un centre pédagogique des énergies renouvelables en région rurale.

Dotation : 15 000 € 

Énergies renouvelables : Construction et électrification solaire d'un bâtiment et mise en place de formations d'électricien et de monteur solaire.

www.villageexchangeinternational.org



Fabrication de momo. © Highland Initiatives

GUINÉE

Normandie Guinée

Modernisation et développement de l'apiculture.
Dotation : 12 000 €

Agriculture : Formation des apiculteurs et fourniture d'équipements adaptés pour améliorer la production.

<https://www.facebook.com/Association-Normandie-Guin%C3%A9e-1485857928369034/>



Ruche kenyane et tenue de récolte. © Normandie Guinée

Association pour le Développement de Timbi Touni

Adduction d'eau du village de Pelled Bantan, en Guinée.

Dotation : 15 000 €

Eau : Mise en place de deux électropompes solaires, d'un réservoir et de trois bornes fontaine, et sensibilisation des usagers aux bonnes pratiques d'hygiène de l'eau.

www.adttf.org

HONDURAS

Association Paris-Tegu

Développement des projets d'application de l'école d'hôtellerie-restauration du CCAA.

Dotation : 15 000 €

Éducation : Amélioration de la formation de l'école grâce à la création d'un restaurant d'application et d'une offre de vente de services de traiteurs.

www.paris-tegu.org

LAOS

Peuples et Montagnes du Mekong (PEMM)

Projet d'adduction d'eau du dispensaire de ANO.
Dotation : 5 136 €

Santé : Construction d'une citerne au Centre de Santé de ANO.

www.peuplesetmontagnesdumekong.fr

Peuples et Montagnes du Mekong (PEMM)

Construction et équipement d'un local professionnel de réparation de motos et vélos.

Dotation : 2 932 €

Entrepreneuriat : Construction d'un garage et formation des jeunes sourds à la réparation de motos et de vélos.

www.peuplesetmontagnesdumekong.fr

LIBÉRIA

Kedo Liberia

Lumières sur Kpalo-Bli !

Dotation : 6 225 € 

Énergies renouvelables : Installation de stations de recharge collective de lampes solaires dans vingt-cinq foyers et développement d'un système de tri des déchets.

www.kedo-liberia.org

MADAGASCAR

Génération Masoala Madagascar

Électrification solaire du dispensaire d'Ambohitalanana.

Dotation : 5 180 €

Énergies renouvelables : Installation d'un système d'électrification photovoltaïque pour éclairer les salles de soins et alimenter un groupe de froid.

<http://génération-masoala.org>

Anjou-Madagascar

Mise en place de pépinières et de reforestation à Madagascar.

Dotation : 15 000 €

Environnement : Mise en place de pépinières dans quatre villages et sensibilisation de la population sur les pratiques agro-écologiques et la gestion des ressources naturelles.

www.anjou-madagascar.org



Construction du réservoir. © PEMM

Amitié France Madagascar

Vulgarisation agricole et autosuffisance alimentaire dans le district d'Ambatolampy.

Dotation : 15 000 €

Agriculture : Vulgarisation au service de la professionnalisation des agriculteurs afin de leur permettre d'intensifier et de diversifier durablement leurs productions agricoles.

<http://amitie-france-madagascar.org>

Eau Soleil-PACA

Réalisation d'un réseau d'eau par pompage solaire.

Dotation : 15 000 € 

Eau : Dimensionnement et réalisation d'un réseau d'eau potable par pompage solaire dans un village de brousse.

www.eausoleil.org/paca

Anjou-Madagascar

Alimentation en eau potable des villages de Laimbolo et Fierenantsoa.

Dotation : 15 000 €

Eau : Construction d'un réseau d'eau pour des centres de santé et des établissements publics, sensibilisation des usagers et création d'un comité des usagers de l'eau.

www.anjou-madagascar.org

Enfance et malnutrition

Produire son autonomie en protéines : lutte contre la malnutrition en milieu scolaire.

Dotation : 15 000 €

Éducation : Création d'une structure d'élevage de lapin pour améliorer l'état nutritionnel des enfants.

www.enfance-et-malnutrition.org

Le livre aux mille zébus

Bibliothèque de rues et points lecture dans les quartiers défavorisés de l'ouest d'Antananarivo.

Dotation : 8 400 €

Éducation : Création d'une bibliothèque des rues ambulante et de quinze points lecture.

<http://lelivreauxmillezebus.over-blog.com>



© Le livre aux mille zébus

MALAWI

Partenaires

Améliorer les conditions de vie des personnes âgées.

Dotation : 15 000 €

Agriculture : Projet d'élevage caprin comme micro-crédit pour l'augmentation des moyens de subsistance des personnes âgées démunies.

www.partenaires-association.org

MALI

Via Sahel Gascogne

Adduction d'eau potable au village de Nenni.

Dotation : 8 345 €

Eau : Raccordement au réseau du village voisin de Banani.

<http://viasahel-gascogne.w.pw>

Association de Jumelage Coopération Rennes Plateau Dogon

Chambre froide solaire pour conserver des pommes de terre (consommation + semences).

Dotation : 15 000 € 

Agriculture : Mise en place d'une chambre froide « solaire » pour allonger la période de consommation des pommes de terre, réguler le marché et en fournir des semences.

<http://www.mir-rennes.fr/index.php/jumelages/33-rennes-plateau-dogon>



Stockage ventilé. © AJCRPD

Association pour le cercle de Yelimane en France

Autosuffisance alimentaire et développement économique et social du village de Sembé.

Dotation : 15 000 € 

Agriculture : Développement des cultures de légumes et de fruits en vue de l'autonomie alimentaire et de la vente des excédants.

Facebook : [adcyfosi montreuil](https://www.facebook.com/adcyfosi-montreuil)

ARCADE Une Terre pour Vivre

Du poisson contre la malnutrition : microprojet de pisciculture associé au maraîchage.

Dotation : 10 000 €

Agriculture : Construction d'un magasin comprenant une salle de stockage et une salle de préparation du poisson, d'une latrine et de deux bassins piscicoles.

www.arcade-vivre.asso.fr

Coup de Main Afrique

Réalisation d'un périmètre maraîcher au profit des femmes de Dialakoroba.

Dotation : 15 000 €

Agriculture : Développement des activités maraîchères et création d'une coopérative de production et de vente des produits maraîchers.

<http://coupdemainafrique.jimdo.com>

Dogon Nature

Agroécologie Paysanne contre la désertification au Pays Dogon.

Dotation : 15 000 €

Agriculture : Appui à la transition paysanne vers l'agroécologie pour la souveraineté alimentaire.

www.dogonnature.org

Kanantare Solidarité Développement

Un dispensaire toujours accessible pour consulter, se soigner, accoucher.

Dotation : 15 000 €

Santé : Construction d'un bâtiment de dispensaire polyvalent, électrification et équipement du local, et renforcement du comité de gestion.

MAROC

Solidarité Echange Nord Sud (SENS)

Installation de système de chauffage innovant dans les écoles.

Dotation : 12 500 €

Environnement : Installation de poêles équipés de système innovant de chauffage dans cinq écoles.

www.associationsens.com

Yalla Bismillah Ait Bou Oulli Ait Bouguemez

Un pont piétons sécurisé pour quatre villages.

Dotation : 5 000 €

Sécurité : Sécurisation et cimentage d'un pont piéton en terre et bois.

www.associationsens.com

MAURITANIE

Association Aremau

Construction d'un jardin d'enfants à Thialgou, commune de Boghé.

Dotation : 10 500 €

Éducation : Construction et équipement d'un jardin d'enfants et sensibilisation de la population sur la santé et l'éducation des enfants.

<http://association-aremau.jimdo.com>

NIGER

Association Pour Promouvoir et Unifier des Initiatives Solidaires (APPUIS)

De l'énergie solaire pour étudier et travailler.

Dotation : 7 500 € 

Environnement : Alimentation en énergie solaire de l'internat, de l'atelier de couture et de la Maison des Volontaires de l'association à Niamey.

www.appuis.org

Takolt-n'Akarass

Le photovoltaïque à Abalama.

Dotation : 15 000 € 

Agriculture : Électrification de l'école et du dispensaire d'Abalama et installation d'une pompe solaire pour alimenter le château d'eau du village.

<http://takolt-nakarass.org>

RÉP. DÉM. DU CONGO

Aide au Développement Economique Local et Inter-régional en Afrique (ADELIA)

Construisons un poste de santé à Kingoma.

Dotation : 15 000 €

Santé : Construction et équipement d'un poste de santé communautaire.

www.association-adelia.fr

SÉNÉGAL

SOS Casamance

Reconstruction de l'école de Diabir en Casamance.

Dotation : 15 000 €

Éducation : Reconstruction de l'école comprenant trois salles de classe, un bureau administratif, un local de stockage et six latrines à fosse septique.

www.soscasamance.org

Les Enfants du OUALO

Achèvement d'un bâtiment destiné à héberger un centre d'optique et d'ophtalmologie.

Dotation : 10 000 €

Sécurité : Création d'un centre ophtalmologique régional et formation de personnel para-médical.

Voiles sans Frontières

Pour un accès à la santé à Diogane.

Dotation : 15 000 € 

Santé : Construction d'un éco-poste de santé et de deux logements pour les soignants.

www.voilessansfrontieres.org

Casamasanté

Structure de soins et d'éducation dédiée à l'enfance.
Dotation : 15 000 €

Santé : Mise en place de soins spécialisés en ophtalmologie et dentaire pédiatrique, ainsi qu'une salle polyvalente et multimédia.

www.casamasante.org

TCHAD

Mono Sakou association pour l'éducation et la santé au Tchad

De la lumière pour le centre de santé MAKORI.

Dotation : 4 000 €

Energies renouvelables : Électrification solaire du centre de santé.

Biologie Sans Frontières (BSF)

Mise en place d'un laboratoire de biologie médicale.
Dotation : 13 000 €

Santé : Mise en place d'un laboratoire d'analyses médicales de proximité, formation du personnel aux techniques d'analyses médicales.

www.biologiesansfrontieres.org

TOGO

Avenir des Jeunes Filles de Dapaong

Électrification Solaire du Dispensaire de Panséri.

Dotation : 9 999 € 

Energies renouvelables : Installation d'un système photovoltaïque pour l'alimentation de dix-huit points lumineux et d'un frigo à vaccins.

www.ajfd.fr

Afrique70

Accès à l'eau dans la préfecture d'Agou.

Dotation : 15 000 €

Eau : Réalisation d'un accès à l'eau potable dans dix villages et un lycée et accompagnement des villages pour une bonne gestion de l'eau.

<http://afrique70.blogspot.fr>

Les amis de l'Enije Paris/Togo

Vers une ruralité vivante : développement territorial durable à Amoussimé.

Dotation : 10 000 €

Éducation : Développement de la palmeraie vivrière avec un accès à l'eau et une initiation à la permaculture, et structuration de coopératives autour des enjeux d'éducation.

<http://lesamisdelenijeparistogo.com>

Avenir des Jeunes Filles de Dapaong

Promotion et Vulgarisation des Fours et Séchoirs Solaires.

Dotation : 15 000 €

Energies renouvelables : Introduction et formation à l'utilisation de fours et séchoirs solaires dans les ménages de la région des savanes.

www.ajfd.fr



Forage dans un village. © Afrique70

3 - MISE EN ŒUVRE



© ISSAMA

Une fois les financements acquis, la phase concrète de mise en œuvre sur le terrain commence avec ses exigences (gestion du temps, des ressources humaines, matérielles et financières, développement des partenariats) mais aussi ses opportunités. Même si des outils méthodologiques peuvent être mobilisés tout au long du cycle de projet, la prise en compte du contexte local et des spécificités de chaque acteur, bénéficiaire ou non, ainsi que les capacités d'adaptation sont aussi les clefs d'une mise en œuvre réussie sur le terrain. En France, cela peut passer par la valorisation des expériences auprès de partenaires et du grand public, dans le cadre de projets d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale.

Points clés pour réussir son projet

La réussite d'un projet repose sur de nombreux paramètres et risques, tant internes qu'externes, et plus ou moins maîtrisables. L'ensemble des outils de la méthodologie de projet permet de planifier, de mettre en œuvre et de suivre les projets tout en limitant les risques. Nous vous proposons d'aborder certains des critères de « réussite » d'un projet afin de limiter les potentialités d'échec.

Se connaître

Avant de commencer un projet, il est fondamental de définir votre projet associatif avec vos membres. À terme, l'objectif sera de s'interroger sur l'adéquation entre ce dernier et les initiatives terrains que vous souhaitez mettre en œuvre.

Se connaître c'est aussi savoir identifier ses forces et ses faiblesses à la fois en tant que structure, mais aussi en tant que personne. Vous pourrez alors mieux anticiper et concevoir des projets. Vous devez aussi identifier les meilleures opportunités et menaces pour votre association. Par exemple, si une seule personne possède l'ensemble des savoirs et informations de votre structure et de vos projets cela peut représenter un risque.

Retrouver le guide de coordination sud *Comment élaborer son projet associatif et son plan stratégique en ONG ?* sur internet au lien suivant :

<https://www.coordinationsud.org/document-ressource/capitalisation-elaborer-projet-associatif-plan-strategique-ong>

S'interroger – s'adapter

Tout au long du déroulement de votre projet, du diagnostic à l'évaluation finale, vous devez vous interroger, avec votre partenaire et les populations locales sur la pertinence et la cohérence de vos actions vis-à-vis de l'objectif général du projet. Au-delà, il ne faut jamais oublier que vous collaborez dans un environnement social, économique, culturel, religieux, institutionnel, légal particulier et que vous devez toujours vous adapter à ces derniers. Vous interroger permet de s'adapter à des événements non prévus initialement ou non répertoriés dans la matrice des risques projets. S'adapter, c'est aussi accepter les difficultés et les échecs pour pouvoir mettre en place des correctifs.

Planifier

Un projet est souvent une suite d'activités. Afin de s'assurer de l'enchaînement des activités tout au long du cycle projet vous devez anticiper les liens de dépendance entre elles. Par exemple, vous devez former le comité de gestion de l'eau avant que la pompe soit opérationnelle. La planification s'effectue aussi lorsque vous mettez en œuvre une activité génératrice de revenus. Ainsi, vous éviterez l'écueil d'une trésorerie vide avant même d'avoir acheté les matières premières.

La gestion financière des projets étant la première problématique des associations, il est très important que vous planifiiez à la fois les activités mais aussi les budgets associés.

Un chronogramme des activités est l'outil idéal pour accompagner la planification tandis que le rétro-planning va permettre de fixer des objectifs en fonction de la date de réalisation de chaque activité.

Connaître le contexte

Votre projet s'insère dans un contexte particulier tant sur le plan culturel, économique, social, environnemental, institutionnel ou encore légal. Une analyse approfondie de ce dernier est importante afin de connaître l'environnement dans lequel s'inscrit votre initiative. Vous pourrez ainsi déterminer les leviers sur lesquels vous pourrez vous appuyer pour mettre en œuvre le projet, mais aussi les freins éventuels.

L'analyse du contexte permet aussi de concevoir un projet qui va prendre en compte l'ensemble des personnes impactées par ce dernier. L'outil d'analyse couramment employé est une matrice des parties prenantes. Il permet de les cartographier en fonction de différents critères de relation avec votre projet.



Écoulement des pluies en Ouganda. © Thierry Barbaut

Identifier les besoins

Une initiative de développement que vous souhaitez mettre en œuvre doit avant tout répondre à un besoin et une demande exprimée par les potentiels bénéficiaires. Il faut insister sur le fait que le projet doit répondre aux deux : le besoin et la demande. En effet, une des difficultés auxquelles sont confrontées les associations est l'appropriation par les bénéficiaires. Cela est la conséquence, notamment, que les personnes peuvent avoir un besoin, mais ne pas en faire la demande et inversement faire une demande, mais pas en avoir besoin. La combinaison de ces derniers est souvent gage de réussite. Vous devez alors analyser le besoin et la demande à l'aune de vos capacités et savoirs faire.

Les discussions, même informelles, sont souvent une source de collecte d'information importante. Vous pouvez aussi recourir à différentes méthodes pour recueillir le besoin et la demande notamment par des entretiens directs, semi-directifs ou libres.

Les partenariats

Un projet de solidarité internationale doit s'envisager et se construire dans une optique partenariale. Il doit s'engager dans le temps et s'inscrire dans une démarche de collaboration et d'échange. Selon nos statistiques, le partenariat est la troisième source de difficultés rencontrées par les associations. De fait, la communication entre les partenaires est fondamentale à la réussite de votre projet. Cela signifie qu'il faut un travail en commun et en synergie, à la fois pour le diagnostic, la planification, la mise en œuvre et le suivi.

La contractualisation, via une convention de partenariat qui définit l'ensemble du périmètre de la collaboration ainsi que la répartition des rôles, permet de limiter les incompréhensions futures. Il est aussi important de connaître la forme juridique de votre partenaire (association, GIE, coopérative, entreprise, groupement informel, etc.). Ces statuts impliquent notamment différents rapports à la propriété foncière.

Comprendre les bailleurs

Les bailleurs de fonds ont parfois leurs propre langage et logique, qui peuvent différer de ceux des organisations opératrices. Il ne faut pas hésiter à aller à la rencontre des bailleurs, afin d'échanger avec eux en amont du dépôt de projet. Ces derniers pourront vous apporter de précieuses informations complémentaires.

Lorsque vous recevez le soutien financier d'un ou plusieurs bailleurs, ne négligez pas l'importance de communiquer régulièrement sur votre projet. Présenter vos réussites ou vos difficultés peut leur permettre de vous accompagner et vous conseiller. Le bailleur est un partenaire, certes financier auquel vous devez faire un compte-rendu de votre projet, mais il souhaite lui aussi la réussite de vos initiatives. Ainsi, une bonne communication avec son bailleur facilite la relation partenariale, et donc la relation financière.

Raphaël LUROIS

Chargé de mission projet numérique et formation
Agence Micro Projets

Stratégies de partenariat

Étude sur la collaboration dans les microprojets

Retour sur l'étude commanditée en 2018 par l'Agence des Micro Projets (AMP) sur les pratiques de partenariat des associations lauréates des dotations de l'AMP entre 2013 et 2017.

Portés par les petites ASI françaises¹, les microprojets se financent essentiellement par des dons/cotisations des membres et par des dotations (publiques/privées). Ces dotations sont conditionnées par le respect des règles et procédures établies par les bailleurs, notamment des exigences de partenariats locaux sur les territoires d'intervention. La bonne connaissance des partenaires locaux des territoires d'actions, de leurs contextes politiques et leur proximité avec les bénéficiaires permettent aux ASI françaises d'éviter certaines embûches potentielles, préjudiciables à la réussite des projets. Ces relations de partenariats modulées suivant les compétences de partenaires locaux sont les garants du succès des projets. Ces organisations locales sont caractérisées par des niveaux de structuration très diverses :

- Certaines, bien structurées, installées souvent en zones urbaines, sont reconnues par les pouvoirs publics et les bailleurs locaux qui les considèrent comme un maillon essentiel de leur développement. Quand elles sont associées aux microprojets, c'est souvent comme des opérateurs d'appui pour accompagner les organisations de base des communautés bénéficiaires.
- D'autres, très peu structurées, avec des statuts pas ou peu formalisés et dont les interventions sont limitées dans leurs bassins de vie, en zones rurales restreintes, bénéficient de peu d'appuis externes et financent leurs actions par des contributions communautaires. Ces dernières sont les principaux partenaires des petites ASI françaises dans les microprojets.

Un des enjeux importants est d'œuvrer pour la montée en compétences des organisations locales peu structurées qui seraient les partenaires des ASI.

Le partenariat : un objectif commun avec des approches différenciées

Les enquêtes et évaluations des microprojets contribuent à structurer et faire entendre la voix des partenaires locaux des ASI françaises et créer des résonnances auprès de bailleurs en France.

Du point de vue des organisations locales sur les territoires d'action, le partenariat avec les ASI françaises est une « opportunité de conjuguer les efforts » pour « aller au-delà des moyens locaux et solutionner des problèmes d'envergure ». Dans leurs contextes locaux, la dimension financière et les capacités techniques sont au cœur de la stratégie de partenariat. Si, unanimement, ils tirent un bilan positif de leurs relations de partenariat, certains évoquent toutefois le sentiment d'être parfois « en position de simple exécutant ». Les partenaires plus expérimentés estiment que l'expérience acquise à travers la réalisation des projets leur confère un statut et une légitimité pour aspirer à des relations plus équilibrées avec les ASI françaises, notamment dans la gestion financière.

En réponse, les ASI françaises soulignent que le respect des obligations des bailleurs implique que les partenaires locaux soient en capacité de mener les actions décidées et communiquer dans les formats adéquats les informations demandées. Or, bien souvent, leurs partenaires locaux ne sont pas en capacité d'y répondre et ont besoin d'accompagnement. Face au défi d'autonomisation de leurs partenaires locaux, les ASI françaises adoptent deux approches :

- **Le partenariat direct**, qui est une collaboration sans intermédiaire de l'ASI française avec les bénéficiaires. Il revient à l'ASI d'accompagner les organisations locales issues des communautés soutenues à se structurer pour être en capacité de réaliser et pérenniser le projet. Il repose sur une **relation qui va au-delà de la durée d'un projet**. C'est une pratique courante des ASI plus anciennes² plutôt enclines

à s'investir dans la durée sur un territoire ainsi que celles composées de personnes issues des diasporas.

- **Le partenariat avec un relais local**, qui repose sur l'intégration dans le projet d'une structure tierce reconnue dans le territoire d'action, choisie suivant des critères de compétences en phase avec les exigences de l'ASI française. Il reviendra à cette structure locale en lien direct avec les bénéficiaires de les renforcer. Ce type de partenariat à **l'avantage de suppléer aux carences** des organisations bénéficiaires mais présente **l'inconvénient de limiter les échanges** entre l'ASI française avec ces dernières. C'est une pratique courante des ASI françaises plus récentes qui interviennent sur des territoires élargis³.

Si les microprojets, portés par les petites ASI françaises, sont soutenus par les bailleurs en France, le renforcement des capacités de leurs partenaires le sont moins. En effet, qu'elles optent pour un accompagnement direct qu'elles même dispenseront à leurs partenaires ou qu'elles aient recours à une expertise locale de proximité, comme un relais, pour le délivrer, les petites ASI françaises sont financièrement peu soutenues pour le renforcement des capacités de leurs partenaires.

Les microprojets : une efficience sous-évaluée

Les ASI françaises enquêtées dans l'étude de pratiques de partenariats se caractérisent par des frais de fonctionnement faibles⁴ (en moyenne **3 % de leur budget**) et consacrent l'essentiel de leurs ressources financières à la réalisation des projets. En moyenne, elles allouent 6 % de leurs ressources à leurs actions en France et 91 % aux microprojets à l'international.

Par ailleurs, certaines ASI françaises déclarent engager des coûts en amont de l'action qui se

rapportent largement aux études d'identification des besoins et / ou de faisabilité. Ces études sont essentiellement financées sur leurs fonds propres ou par des abandons de frais des membres. Ces coûts qui *a priori* devraient être imputés aux projets, ne sont pas toujours comptabilisés comme « part dédiée aux actions à l'international » pour le financement des microprojets.

De plus, le renforcement des capacités de leurs partenaires locaux, pourtant indispensable à la pérennisation des actions, soit par des formations ou des échanges de bonnes pratiques, repose essentiellement sur leurs fonds propres car peu financé par les bailleurs. Or, la pérennisation des actions implique que les partenaires locaux des ASI françaises ne soient pas de « simples » bénéficiaires, mais plutôt des acteurs de leur développement.



© O. Ba

Oumoulkhair BA

Consultante internationale

1 - Dans le sens de La Guilde : Association de solidarité internationale française avec un budget n'excédant pas 250 000 euros.

2 - Plus de 10 ans d'ancienneté.

3 - Plusieurs régions d'un même pays, plusieurs pays.

4 - Rapport étude des pratiques de partenariats des ASI françaises dans le cadre des microprojets, novembre 2018.

Des partenariats innovants

Mené et financé par l'association Samaane Sénégal avec le soutien du prix COP21 reçu de l'AMP, le projet MIL SOLEILS comporte deux volets menés en parallèle : moulin à mil solaire et alphabétisation des bénéficiaires. Marie-Hélène Mallet, présidente de l'association, répond aux questions de Thierry Barbaut.

L'association village Samaane a mis en place un projet innovant qui mêle agriculture, innovation, énergies renouvelables et activités génératrices de revenus, pouvez-vous le présenter ?

Notre association, présente dans les villages en brousse au Sénégal depuis 2005, mène des projets de développement dans les domaines pour lesquels les besoins sont exprimés par les populations. C'est tout naturellement que ces projets concernent à la fois la santé, l'éducation, la formation des femmes, l'agriculture vivrière et d'autres activités génératrices de revenus. L'expérience acquise a poussé l'association à réfléchir à des alternatives aux méthodes et outils traditionnels pour améliorer la vie de la population et permettre une plus grande autonomie des femmes.

La préparation des repas nécessite sept étapes depuis la récolte jusqu'au couscous de mil, base de l'alimentation dans cette région sahélienne. L'idée d'un moulin à mil fonctionnant à l'énergie photovoltaïque est étudiée par l'association depuis 2009 ; plusieurs partenaires ont participé à la conception et la fabrication du matériel : meule, batteries, moteur électrique et adaptations nécessaires à l'alimentation en énergie photovoltaïque.

Au démarrage du projet, des étudiants québécois ont offert un premier moulin à mil à partir duquel de nombreuses adaptations ont été nécessaires pour moudre correctement la toute petite graine du mil et rendre la machine robuste et réparable avec des matériaux locaux. Il a fallu des années, de l'obstination et de la persévérance avant d'arriver à la machine en usage au village.

L'utilisation du moulin et sa gestion quotidienne par les femmes ne sont possibles que grâce à la formation acquise à la suite du programme d'alphabétisation mené par notre association avec le responsable départemental de l'alphabétisation de l'Éducation nationale sénégalaise.

Vous avez localement mis en place un partenariat entre l'entreprise Nadji Bi et la structure porteuse du projet dans le village, quel est l'historique et les enseignements de cette initiative ?

Le partenariat entre l'association Samaane Sénégal et l'entreprise Nadji Bi est né d'une rencontre sur le

Salon des Solidarités à Paris en 2014. L'association a financé la mise au point du moulin, son installation sur site et le contrat de maintenance.

Parallèlement notre association a noué un partenariat avec l'association « AND LIGGEYAL AGA BIRAM » pour le développement de l'éducation et la formation des filles au village de brousse d'Aga Biram, région de Thiès, département de Mbour au Sénégal. Nous avons mis cette association locale et le GIE des femmes (Groupement d'Intérêt Économique) en lien avec Nadji Bi pour réaliser le projet dans le village ; ces structures assurent le suivi de la plateforme solaire. L'association Samaane reste l'interlocuteur privilégié de ces trois structures et se rend régulièrement sur place pour le suivi du projet, en accord avec les responsables du village.

Le projet est mis en place et l'AMP a pu s'y rendre en septembre 2018. Quels retours avez-vous des différents bénéficiaires et en général des différents acteurs du projet ?

La visite de AMP sur site en septembre 2018 a été très bien accueillie par le GIE des femmes qui se trouvaient sur place avec Rose, la présidente. Nadji Bi a apprécié la venue de l'AMP qui met en lumière ce projet sur lequel l'entreprise continue à travailler pour son amélioration et des projets complémentaires au bénéfice du GIE, gestionnaire du moulin.

L'association a eu l'occasion de recueillir la position officielle du village par la voix du chef traditionnel et du conseil des anciens : au départ très dubitatifs sur l'efficacité du moulin solaire, ils ont soutenu le projet et encouragent les femmes. Ils sont fiers que leur village soit une « vitrine » de l'innovation que les visiteurs viennent voir de loin, mais il existe une crainte de la part des responsables traditionnels du fait de l'intervention d'étrangers dans la vie du village.

Vous pilotez un projet qui implique une association française et une structure locale partenaire, qui est elle-même partenaire d'une entreprise ; ce fonctionnement est-il idéal ? Un partage de compétences ?

Nadji Bi est une entreprise sénégalaise en pleine croissance ; elle souhaite en particulier développer des projets axés sur l'apport de l'énergie solaire dans les techniques de transformation des produits



Le moulin solaire à moudre le mil du village Saamane. © Thierry Barbaut

agricoles locaux. Le village d'Aga Biram avec le GIE des femmes est considéré comme un site très favorable aux expérimentations dans ce domaine.

Les femmes bénéficiaires sont vraiment heureuses de l'apport du moulin dans leur vie quotidienne ; elles saluent la proximité de l'entreprise Nadji Bi, leur compétence et les bonnes relations nouées entre eux.

Toutefois nous avons ressenti une appréhension de la part de certains devant la rapidité du déploiement des évolutions technologiques. Lors de notre venue en février 2019, nous avons longuement abordé ce sujet avec les différents acteurs. La poursuite du projet nécessitera, au-delà des aspects techniques, de savoir convaincre et composer avec l'ensemble des habitants de ce village traditionnel et l'association « AND LIGGEYAL AGA BIRAM », notre partenaire principal sur place.

Le partenariat entre l'association Samaane Sénégal et Nadji Bi, contractualisé dans un premier temps pour l'installation du moulin dans le village, pourra être poursuivi pour de nouveaux projets de développement solidaire qui nécessiteront une compétence technologique en énergie solaire.

Le moulin à moudre le mil solaire est finalement une petite infrastructure pour un grand rendement, c'est aussi cela la définition d'un microprojet ?

Le slogan de notre association est « le développement au cœur du village, le village au cœur du développement ».

Notre volonté est d'être proche des villageois pour répondre aux besoins quotidiens, en particulier des enfants et des femmes. Dans les villages de brousse,

les solutions sont relativement peu coûteuses financièrement, même si elles nécessitent de développer une grande énergie, une persévérance certaine et de la patience !

Pour nous, un « microprojet » est une solution trouvée avec les bénéficiaires pour répondre à un besoin identifié et qui apporte une plus grande autonomie des femmes, des perspectives et élève le niveau d'éducation des jeunes.

Le moulin à mil solaire associé aux cours d'alphabétisation a modifié la vie des jeunes filles et des femmes, leur a donné du temps et de l'énergie pour envisager de nouvelles activités génératrices de revenus dans le respect de l'environnement et de leur santé !

Pensez-vous à une répliquabilité du projet dans d'autres régions ou d'autres pays ?

Notre souhait comme celui de Nadji Bi est bien d'arriver à un matériel dont l'achat serait rentable sur trois à quatre ans afin de donner accès à cette technologie à d'autres villages, partout où la mouture du mil est à la base de l'alimentation des familles.

Le moulin à mil solaire est encore en perfectionnement, une nouvelle version sera prochainement testée à Aga Biram, ainsi que d'autres outils de transformation du mil. Nous suivons de près les travaux de notre partenaire et espérons que des clients de toute l'Afrique de l'Ouest pourront se rendre acquéreur de ce « moulin solaire », né du projet « MIL SOLEILS » de notre association.

Marie-Hélène MALLET

Présidente de l'association Samaane Sénégal

www.villagesamaane.net

Mobiliser les acteurs locaux

Les bénéficiaires, acteurs au centre des microprojets.

Depuis 2014, l'association Form'Oser intervient dans la province de Formosa, dans le Nord-Est de l'Argentine, à la frontière du Paraguay. Fragile économiquement et fortement dépendante des aides sociales, Formosa est une des provinces les plus pauvres du pays.

Form'Oser a dans un premier temps coordonné, structuré puis accompagné vers l'autonomie deux projets, dont « Circuito solidario », un projet de prévention et d'accompagnement de jeunes touchés par la toxicomanie, lauréat de l'Agence des Micro Projets en 2017.

Lancé en mars 2015, ce projet est mis en œuvre dans les quartiers du « Circuito cinco », un ensemble de quartiers périphériques, au nord-est de Formosa capitale, très touchés par le problème des addictions et des violences liées au trafic ou à la consommation de drogues. Il repose principalement sur la création et l'intervention d'équipes de bénévoles de prévention des risques en addiction - les « EPA » (*Equipo de Prevencion en Adicciones*) - dans les quartiers. Le défi était de faire en sorte qu'à moyen terme, les projets soient repris par la population locale et que les bénéficiaires et bénévoles des deux projets deviennent acteurs de leur propre destin.

La province de Formosa est une province où le tissu associatif est très peu développé, pour des raisons principalement politiques. L'Église catholique argentine joue, d'une part, un rôle social très important dans les quartiers, à travers la présence de Caritas paroissiales sur tout le territoire. Elle est, d'autre part, un contre-pouvoir majeur dans une province gouvernée par le même homme depuis cinq mandats et dans laquelle les populations subissent une crise économique majeure, un chômage de masse et une inflation galopante.

C'est pour cela que Form'Oser s'est appuyée, dans un premier temps, sur le diocèse de Formosa en tant que partenaire local afin de pouvoir développer ce projet. Avec le temps, l'association a pu développer d'autres partenariats locaux et nationaux.

L'ancrage local et la mobilisation des bénévoles au cœur des projets

Pour réussir ce défi de reprise des projets par la population locale, Form'Oser a cherché depuis le début à s'appuyer sur les bénéficiaires et les bénévoles, leur envie de se mobiliser et leur soif d'améliorer la vie quotidienne de leur propre quartier.

Cela s'est révélé un gage de succès pour le développement du projet. En effet, les bénévoles étant connus de leurs voisins, les équipes de prévention ont rapidement été accueillies avec bienveillance et confiance dans les différentes zones d'intervention. Le travail de terrain avec les bénévoles a permis de créer une émulation et de donner envie à d'autres personnes de se mobiliser.

Depuis le lancement, sept équipes de prévention et d'accompagnement ont été créées. Aujourd'hui, une quarantaine de bénévoles ont pour mission d'animer des lieux d'écoute, des ateliers de prévention dans les écoles et collèges, de mettre en place des ateliers culturels et sportifs et d'articuler le travail d'accompagnement avec les différentes institutions et les professionnels médicaux.

Les profils des bénévoles sont très différents les uns des autres. La majorité sont des instituteurs, des personnes sans emploi ou mères au foyer, qui ont connu ou connaissent autour d'eux des situations d'addictions. La mise en œuvre de formations et l'accompagnement méthodologique des bénévoles sont vite apparus comme indispensables. L'objectif principal poursuivi était de balayer les stéréotypes sur les addictions et de donner des outils d'animation et d'accompagnement aux bénévoles dans leur travail de terrain. Les thématiques traitées lors des formations étaient diverses : elles portaient non seulement sur les aspects cliniques et la prise en charge mais aussi sur les questions d'écoute active ou encore des techniques d'animation en matière de prévention.



Les acteurs locaux au cœur des microprojets. © Form'Oser

Une reprise des projets par la population

Après cinq ans d'accompagnement sur le terrain par Form'Oser, les deux projets sont depuis décembre 2018 définitivement entre les mains de la population de Formosa. Chacun des projets a été repris selon une forme d'organisation propre et en fonction des choix des personnes impliquées.

Les bénévoles du projet « Circuito solidario » ont souhaité continuer d'être appuyés par le diocèse de Formosa. Après quatre années de structuration, de formation et d'accompagnement, les EPA ont développé des projets pertinents dans leurs quartiers. C'est notamment le cas du centre Belen, un centre communautaire qui a maintenant deux ans d'existence. La dotation de l'AMP a permis de soutenir la réhabilitation des locaux, la création d'un jardin communautaire, l'organisation de formations et la mise en place d'ateliers culturels, sportifs mais aussi professionnels.

Depuis 2018, grâce à l'appui de Form'Oser, le centre Belen bénéficie d'une subvention annuelle de la Sedronar, un établissement du Ministère de la santé argentin ayant pour mandat la prévention en matière de toxicomanie. Cette subvention permet au centre Belen d'avoir recours à une équipe médico-sociale et d'animateurs permanents et de financer des ateliers récréatifs et professionnels depuis un an. D'autres partenariats ont également été développés avec d'autres institutions travaillant dans le domaine, tels que Epimeleia ou encore l'Hogar de Cristo qui est très investi dans les bidonvilles de Buenos Aires.

Les priorités du projet sont aujourd'hui d'élargir le réseau en créant de nouvelles équipes et en tissant de nouveaux partenariats. Nous souhaitons par ailleurs développer les activités récréatives et culturelles et les projets participatifs dans ces quartiers, afin d'impliquer davantage de jeunes, de leur redonner confiance et de favoriser l'implication de la communauté toute entière dans la prévention et le traitement des addictions.

Pauline ACCARD

Vice-secrétaire de l'association Form'Oser



Atelier de maroquinerie.
© Form'Oser

Sensibiliser en France

grâce à l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale.

Étudiants et Développement (E&D) est une association créée en 1993 qui a pour mission d'accompagner, former et valoriser les jeunes associations porteuses de projets de solidarité internationale et d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI).

Agir en France pour la solidarité internationale avec Étudiants et Développement

De retour d'un projet solidaire à l'international ? Envie d'agir en France pour une transformation sociétale ? Des alternatives solidaires et durables à partager ? Une expérience de solidarité internationale peut aussi avoir un impact en France, lorsqu'elle est bien restituée afin d'informer, sensibiliser et mobiliser le public à des problématiques globales. Cette démarche est ce qu'on appelle des actions d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale.

L'ECSI est une démarche pédagogique qui vise donner des clés de lecture de certains phénomènes pour les comprendre dans leur globalité. Le monde tel qu'on le connaît aujourd'hui est le théâtre d'inégalités à toutes les échelles : salaires, droits des travailleurs, accès à l'eau, à l'éducation, aux soins de santé... autant d'inégalités qui s'expriment et qu'on tend à accepter comme des états de fait.

L'ECSI vise justement à informer le public en France sur ces inégalités qu'on retrouve aux quatre coins du monde et à questionner leur origine pour mieux comprendre quels sont les freins et leviers à leur résolution. **Il s'agit d'aborder une problématique dans sa complexité, et de sortir des idées reçues et des visions misérabilistes portées sur les personnes qui font les frais de ces inégalités.** En comprenant par exemple les similitudes entre les inégalités d'accès à l'éducation pour des enfants en Inde et des enfants Roms en France, on développe un esprit critique sur la façon dont fonctionnent les systèmes éducatifs dans le monde, et on prend conscience de leurs dysfonctionnements pour mieux y répondre.

Cette démarche se base sur des actions interactives qui visent à faire participer le public : ciné-débat, jeu de société engagé, spectacle pluridisciplinaire, expo photo interactive... Les moyens ne manquent pas pour sensibiliser ! L'idée étant également d'inviter le public à **agir pour un changement de comportements, individuels ou collectifs**, à tous les niveaux de la société (consommer local et favoriser l'agriculture paysanne en France, par exemple).



© Étudiants et Développement

L'appel à projets du PIEED¹ récompense les initiatives d'associations jeunes ou étudiantes qui vont dans ce sens. Qu'elles soient liées au vivre-ensemble, à la préservation de la planète, à la lutte contre le gaspillage alimentaire ou encore à l'éducation inclusive, tous les projets sont les bienvenus, à condition qu'ils se déroulent sur le territoire français et qu'ils souhaitent faire changer les comportements et les mentalités pour un changement positif.

Joris THOMANN

Chargé de mission ECSI pour Étudiants et Développement

www.etudiantsetdeveloppement.org

1 - Pour en savoir plus sur ce projet, rendez-vous sur le site internet : www.PIEED.fr. Vous pouvez aussi envoyer une e-mail à J. Thomann en utilisant l'adresse : jthomann@etudiantsetdeveloppement.org. Les candidatures sont ouvertes de janvier à avril de chaque année.

4 - SUIVI ET ÉVALUATION



Énergie solaire au Sénégal. © Thierry Barbaut

Le suivi et l'évaluation ne sont pas des activités réservées à la fin d'un projet. Au contraire, ce sont des processus continus qui doivent être envisagés dès la phase de conception, notamment pour définir les indicateurs qui seront utilisés tout au long du cycle projet.

Si le suivi doit avant tout permettre de s'assurer du bon déroulement d'un projet, afin de l'adapter si besoin est, l'évaluation a pour fonction principale de connaître les effets et les impacts afin d'en tirer notamment des enseignements.

Témoignages : le bilan

Un outil d'analyse et de progression

L'association Afrique70 spécialisée dans le domaine de l'eau et l'assainissement intervient depuis neuf ans en Afrique de l'ouest. Nos nombreux projets nous ont amené à réaliser des bilans de plus en plus conséquents. Cette partie, qui nous paraissait fastidieuse et difficile à transcrire, a été en réalité, au fil du temps, un véritable facteur de progression dans notre perception des projets de solidarité.



© Afrique70

Le bilan a été pour nous un outil de :

Prise de conscience, qui permet d'éviter le raccourci « pays pauvre – besoin de nous », les compétences et savoir-faire existent sur place. Certes les modes d'organisation sont différents et ce qui peut être considéré comme de la lenteur est en fait une notion du temps différente de la nôtre. Il est bon d'admettre que, quelque fois, notre présence sur place n'est pas utile.

Apprentissage, par les missions sur le terrain qui nous amènent à revoir et améliorer nos stratégies et nos méthodes d'intervention. Cela nous incite à donner plus de responsabilités aux partenaires locaux, à les impliquer sur l'évaluation des actions, à les mettre en situation de proposer des modifications et/ou des améliorations. Notre analyse en termes d'attentes des bénéficiaires a évolué, leurs priorités en termes de besoins sont mieux comprises et donc plus réalistes. Nous adaptons les techniques à mettre en œuvre pour la réalisation des ouvrages : matériau et matériel disponibles et si possible à moindre coût ; nous privilégions le savoir-faire local et nous le promouvons.

Amélioration de projet, car dès sa préparation nous mettons en parallèle les notions de bilan et d'évaluation, ce qui permet d'avoir des objectifs mieux adaptés et mieux ciblés. Cela nous a amené, par exemple, à privilégier la méthode participative pour l'adhésion des villageois au projet. Il est apparu également, la nécessité absolue de mettre en phase les demandes locales avec le contexte local, régional et national. Les échanges avec les autorités institutionnelles sont facteurs de réussite.

Évaluation adaptée des activités, qui se font avec des cibles et des indicateurs précis, car discutés et validés en concertation. Les mesures des indicateurs sont réalisables avec les moyens locaux. La viabilité et la pérennité des ouvrages sont mieux prises en compte par les bénéficiaires grâce à un dispositif d'accompagnement sur un an et un suivi institutionnel qui prend le relais.

En conclusion, le bilan d'un projet se construit jour après jour, chaque action aussi minime soit-elle apporte des renseignements importants qu'il faut analyser et prendre en compte. Globalement il permet de mesurer l'efficacité de nos actions sur une période donnée ou sur la durée du projet. Il rentre dans l'analyse qualitative du projet, visant à observer la pertinence et l'évolution des actions mises en place.

Hubert WILLEMIN

Président de l'association Afrique70

<http://afrique70.blogspot.com>



© Afrique70

Une véritable pédagogie

Les projets de l'association Grandir Dignement sont le fruit d'un engagement continu, en France, au Niger et à Madagascar, pour une meilleure application des droits de l'Homme et des droits de l'Enfant. Soutenue en 2013 puis en 2015 par l'Agence Micro Projets, Grandir Dignement est spécialisée dans l'accompagnement des mineurs en conflit avec la loi. Témoignage d'Hélène Muller, Directrice de l'association, sur l'apport du bilan dans un microprojet de solidarité internationale.



L'une de nos réunions. © Grandir Dignement

De l'accompagnement des jeunes...

L'objectif de Grandir Dignement est d'assurer la protection et l'accompagnement des enfants en conflit avec la loi. Dans cette finalité, nos équipes relèvent le défi, jour après jour, d'accompagner des jeunes au parcours souvent complexe. L'étymologie latine du mot « éducateur » nous amène vers deux définitions : « educere » qui signifie « conduire vers l'extérieur » et « educare », qui indique de « prendre soin, élever ». Les éducateurs doivent par conséquent permettre aux jeunes de se ressourcer, d'échanger en toute confiance, de regarder en arrière afin de mettre en mots ce qui s'est vécu et, bien sûr, de regarder par-devant afin de construire sa vie et d'y donner un sens.

... à l'accompagnement d'un projet.

À l'instar de cet accompagnement éducatif, le bilan permet de s'arrêter, d'échanger avec un tiers ayant davantage de recul et d'analyser le déroulé du projet. Comprendre ce qui s'est joué afin de, nous aussi, regarder par-devant et de construire de nouveaux projets ! Nous pourrions pousser la comparaison : Don Bosco, dont Grandir Dignement applique la pédagogie, distinguait toujours les actes de la personne et ne qualifiait jamais un jeune par ses actes. D'où la possibilité d'être tolérant vis-à-vis des personnes, mais pas vis-à-vis de certains comportements. Il en va de même pour l'évaluation d'un projet : les points éventuellement négatifs relevés ne doivent pas annihiler la présomption de capacité des porteurs du projet.



L'expérience de Grandir Dignement

Pour Grandir Dignement, les bilans sont l'occasion de capitaliser de manière positive les actions effectuées et de concevoir comment nos actions pourraient être essaimées ailleurs. C'est ainsi que l'association a développé progressivement des activités à Madagascar, puis au Niger et enfin en France. Cette étape est également une démarche interne conduisant à des échanges entre les différentes personnes impliquées : une occasion de communiquer et de revenir sur les difficultés éventuelles. L'exercice est engageant puisqu'il oblige à un travail de vérité et de dialogue. Autant que possible ce dialogue doit également se faire dans un lien de confiance avec les partenaires financiers du projet.

Pour conclure, je citerai les paroles d'une chanson connue de Nèg' Marrons : « Le temps passe et passe et passe, et beaucoup de choses ont changé, qui aurait pu s'imaginer que le temps serait si vite écoulé ? On fait l'bilan, calmement, en s'remémorant chaque instant : parler des histoires d'avant, comme si on avait cinquante ans ».

Hélène MULLER

Directrice de l'association Grandir Dignement

www.grandirdignement.org



Cultures et cours d'alphabétisation. © Grandir Dignement

Sur le terrain en 2018

Retour sur les missions terrain de l'AMP

Quarante deux projets lauréats ont été visités dans sept pays en Asie et en Afrique. Deux missions ont été effectuées par des opérateurs externes, dont un cabinet local au Mali.

LES POINTS REGARDÉS PENDANT UNE MISSION D'ÉVALUATION

- La pertinence et la cohérence dans le contexte d'intervention.
- La relation partenariale.
- La viabilité sociale, économique, environnementale, culturelle, institutionnelle.
- L'ancrage local.
- L'intégration du genre, de la jeunesse et de l'environnement.

Au BÉNIN - mars 2018

La présence exceptionnelle de deux membres de l'AMP a donné une double dimension à la mission, tant évaluative que communicationnelle. C'est aussi la première fois qu'une évaluation avait lieu au Bénin. Les évaluateurs ont pu aller à la rencontre de dix organisations locales, qui ont illustré le dynamisme de la société civile béninoise à travers la diversité des projets portés. Fortement engagées dans l'intégration et l'autonomisation des femmes via les pratiques entrepreneuriales, les organisations portent aussi des projets essentiels sur la thématique éducative, tirant partie des nouvelles technologies pour assurer la formation de la jeunesse. Notons que l'implication des autorités béninoises reste à renforcer tant au niveau régional que local afin d'assurer la viabilité institutionnelle des projets.



© Thierry Barbaut

Au MALI - août 2018

Le cabinet malien CEFAD a réalisé l'évaluation de neuf microprojets dans la région de Mopti, cofinancés entre 2008 et 2016. Parmi les objectifs : mesurer l'impact de la crise sur la mise en œuvre et la pérennisation des microprojets ainsi que la capacité des acteurs à poursuivre leurs partenariats. Fort de son expérience, le cabinet a mis en avant les spécificités des microprojets visités. Les projets sont globalement bien menés, pertinents et efficaces avec une bonne collaboration entre les acteurs français et maliens, malgré un niveau d'implication des communes nuancé selon les localités. L'implication des structures techniques reste toutefois à renforcer et un accent sera à mettre sur le renforcement des organisations locales.



Mopti. © Google

Au BURKINA FASO et au TOGO - mai et juin 2018

Dans le cadre de l'évaluation finale de l'Agence des Micro Projets, un représentant du cabinet Mars Consultant a pu rencontrer les partenaires d'intervention de huit associations, porteuses de quatre projets au Togo et de cinq au Burkina Faso. Apportant un regard extérieur au programme, la mission s'est notamment focalisée sur les relations et la répartition des responsabilités entre les associations françaises de solidarité internationale (ASI) et leurs partenaires dans la gestion des projets, faisant écho à l'étude en cours sur les pratiques partenariales dans les microprojets de développement.

Au SÉNÉGAL - octobre 2018

Cinq microprojets lauréats ont pu être visités en compagnie des partenaires techniques et financiers Synergie Solaire et Finergreen, en parallèle de la mission de réalisation du documentaire sur les énergies renouvelables. L'équipe a pu rencontrer des organisations dynamiques, porteuses de projets innovants et valorisant les différents usages des énergies renouvelables dans les différentes thématiques de l'aide au développement.



© Thierry Barbaut

Au VIETNAM et au LAOS - novembre 2018

Cette mission de trois semaines a permis de rencontrer les acteurs de trois projets au Laos et quatre au Vietnam. Parmi les spécificités notées, des thématiques de projets innovantes (élevage alimentaire de grillons) et adaptées aux réalités locales et l'atout de relais locaux compétents et permanents, impliqués dès les étapes de conception des projets. Fortement ancrés sur le terrain, depuis parfois plus de vingt ans, l'impact de leurs actions s'étend souvent bien au-delà des microprojets présentés, sur d'autres thématiques et/ou localités. L'implication technique et/ou financière des autorités concernées semble garante, dans la plupart des cas, d'un suivi post-réalisation dans la durée.



© Clara Chépeau

LES ACTEURS OU INITIATIVES RENCONTRÉS PENDANT LES MISSION D'ÉVALUATION

- Les partenaires locaux et les bénéficiaires.
- Des représentants des autorités concernées (coutumières ou institutionnelles).
- Les responsables au sein des SCAC et de l'AFD locale.
- Des personnes ressources et autres acteurs sur la thématique.
- Les associations porteuses du projet lorsqu'elles sont présentes.
- Éventuellement, d'autres initiatives similaires pouvant apporter un point de comparaison.

Clara CHÉPEAU

Chargée de mission observatoire
Agence Micro Projets

Gérer les données numériques

Un enjeu pour l'AMP et les microprojets

La capitalisation, le partage et la valorisation des acquis de l'expérience sont aujourd'hui des volets incontournables de toute action de développement. Ils nécessitent pour l'AMP de mettre en place des processus de collecte de données dès le début du cycle de vie des projets.

Contacts de personnes ressources, e-mails de partenaires, géolocalisation des projets, nombre de bénéficiaires, montant des subventions accordées, thématiques des projets... sont des exemples d'éléments simples mais indispensables à archiver pour pouvoir suivre un projet dans la durée. Ils forment ensemble une carte de visite des projets dont les différentes composantes doivent pouvoir être facilement isolées afin de faciliter la compilation et l'analyse de données (nombre de projets financés par pays, montant total attribué sur une année, etc.).

Une augmentation du volume de données

Toutefois, ceci n'est pas sans difficultés. En premier lieu, les données ne sont pas figées : la structure porteuse du projet, les acteurs, les partenaires, les bénéficiaires et les bailleurs peuvent changer entre le début et la fin d'un projet. En second lieu, l'évolution de l'environnement technologique a conduit à une multiplication du nombre et du type de données à collecter. Par exemple, il y a vingt ans, seuls un numéro de téléphone, un nom, un prénom et une adresse suffisaient pour enregistrer le contact d'une personne. Aujourd'hui, il faut y ajouter un email, un numéro Whatsapp, un site internet, une éventuelle page Facebook, etc. Il devient alors possible d'imaginer la quantité d'informations collectées - et surtout à capitaliser - au bout de cinq à dix ans d'activités et de microprojets. En développant dès le départ des outils et processus formels et organisés, le partage de ces informations sera facilité.

Les données regroupent aussi les photos, les vidéos, les articles de presse, les publications sur les réseaux sociaux. Il faut là aussi savoir les stocker et les organiser afin de les réutiliser facilement et les partager plus rapidement. Par exemple en scannant les documents et en créant une classification adaptée avec des mots clefs. Ceux-ci permettront de les retrouver plus rapidement et de les exploiter de manière optimale en les partageant plus facilement.



© Paul Dog

La bonne gestion des données peut paraître pénible, contraignante et chronophage. Mais les bénéfices apportés viennent vite contredire cette première impression. En effet, qui n'a jamais recherché un contact sans le retrouver ou une photo importante sans savoir dans quel fichier elle se trouve ? Les personnes qui mettent en place des procédures de stockage et de traitement des données constatent très vite qu'il est beaucoup plus rapide et simple de retrouver des contenus et de les exploiter par la suite.

Un environnement numérique en pleine évolution

Le développement des outils numériques ces dix prochaines années va conduire à l'émergence de nouveaux logiciels en ligne de gestion de projets et rendre quasiment incontournables les plateformes collaboratives pour partager les données. Portails solidaires, dépôts de projets en ligne, supports de financement participatif, partage de fichiers... vont se multiplier. Ces plateformes plus ou moins complexes et intuitives nécessitent une bonne stratégie, un peu de technique et surtout de l'accompagnement.

C'est dans cette dynamique que l'Agence des Micro Projets, qui propose depuis 2014 une plateforme en ligne de dépôt de projets, a travaillé ces derniers mois à l'élaboration d'un nouveau portail collaboratif et à l'amélioration de son système de dématérialisation. Opérationnels début 2019, ils feront l'objet d'un accompagnement de l'AMP, pour qui la dimension humaine reste au cœur de ses préoccupations.

Thierry BARBAUT

Responsable numérique et communication à l'Agence Micro Projets.

5 - GESTION DES ALÉAS



Réunion autour du projet pour réfléchir aux changements. © Fédération Enfants Soleil

La vie d'un projet n'est jamais linéaire et de nombreux imprévus peuvent apparaître à tout moment et à toute étape. Souvent concentrés sur la phase de réalisation, leur origine peut être variée (interne, externe) et les effets sur les projets sont dès lors plus ou moins importants. L'essentiel est alors de savoir y faire face et de les analyser pour être en mesure de faire preuve de résilience afin de les surmonter. En effet, un « échec » ne peut être considéré comme tel que s'il n'y a pas d'apprentissage derrière.

Rebondir face aux aléas

L'association Projeter sans Frontières (PSF) travaille depuis 2013 à Bogota, en Colombie, dans l'arrondissement de San Cristobal Sur et plus précisément le quartier de Santa Rosa. Au sein du centre COMParte, elle œuvre à la réinsertion socio-économique des populations victimes du conflit armé via des activités d'intégration communautaire, de formations professionnelles et de renforcement des micro-entrepreneurs.

Le programme COMParte : éducation, culture et entrepreneuriat

Le quartier de Santa Rosa fait partie des nombreux lieux de refuge pour les populations démobilisées et déplacées du conflit armé colombien, qui arrivent à la capitale à la recherche de meilleures opportunités. Il accueille une grande diversité de populations, marquées par de profondes différences culturelles qui rendent difficile la cohésion sociale. Ces conflits incitent les jeunes à opter pour des formes de travail illégales, tel le micro trafic de drogues, générant une situation de violence locale pour le contrôle du territoire.

La grande majorité des habitants du quartier n'a pas de formation professionnelle, ce qui complique leur accès au marché du travail. Beaucoup de femmes sont mères et cheffes de familles sans emploi stable, leurs obligations familiales ne leur permettant pas de se conformer à un horaire de travail fixe et/ou les possibilités de garde des enfants étant limitées. Celles qui parviennent à en obtenir un sont souvent mal rémunérées. En Colombie, on estime qu'en moyenne les femmes sont 22 % moins bien payées que les hommes.

Le programme COMParte vise à apporter aux quatre-cent-mille habitants de la localité de San Cristobal un espace collectif de développement d'activités à caractère culturel, artistique et professionnel afin de faciliter la construction de projets de vie, en particulier pour les femmes et les jeunes.

À travers la ligne d'entrepreneuriat, nous avons déjà formé plus de cinquante femmes à l'utilisation de machines à coudre afin de renforcer leurs compétences et leur permettre d'accéder à de meilleures opportunités de travail et conditions de vie pour elles-mêmes et leurs familles. L'objectif du projet lancé en 2017 était de consolider le Centre COMParte par la création d'un modèle d'entreprise textile viable et durable proposant un travail digne et stable et par l'organisation d'ateliers d'art urbain à destination des jeunes.



La marque Olingo. © Proyectar Sin Fronteras (PSF)

Des stratégies d'adaptation nécessaires

Le modèle d'entrepreneuriat initial avait pour nom « Creaciones COMParte ». Il avait pour objectif de développer des vêtements sportifs de haute qualité à des prix accessibles pour un public de classe moyenne. Cependant, l'arrivée sur le marché colombien d'une grande marque de vêtements sportifs à prix réduits ainsi que la difficulté pour les femmes de fabriquer ce type de vêtements de manière compétitive, ont conduit à changer la ligne commerciale, avec des produits plus simples à confectionner mais disposant d'un fort potentiel de développement sur le marché. Le projet « Creaciones COMParte » s'est ainsi transformé en projet « OLINGO », une marque sociale offrant des accessoires textiles (*tote bags*, pochettes d'ordinateur, sac à dos cordon, etc.). Dans le but d'apporter une valeur ajoutée aux produits textiles, nous avons noué des partenariats avec des grands artistes de *Street art*, reconnus pour leur talent et leur engagement social. Leurs œuvres sont imprimées sur les produits de la marque OLINGO, ce qui incite les clients à payer un peu plus que d'habitude, sachant aussi qu'à travers leur achat ils génèrent des revenus aux femmes de San Cristobal et contribuent au développement d'une marque socialement engagée.

D'autre part, nous avons prévu un partenariat avec le Service National d'Apprentissage (SENA) qui dispose des équipements adéquats pour l'accueil des cours de confection. Cette idée a dû être abandonnée car il était compliqué pour les femmes de se déplacer jusqu'aux salles du SENA, situées dans un quartier un peu éloigné. Nous avons finalement choisi avec le SENA d'organiser les cours directement dans les locaux du Centre COMParte, ce qui a permis à d'autres personnes du quartier d'y participer, bien qu'elles n'étaient pas inscrites aux cours de confection textile.

Puis, le projet a été confronté à la perte progressive d'espaces dans le local où le programme Centre COMParte se réalisait. Depuis 2013, nous avons développé une alliance avec l'église « Madre del Divino Amor », facilitant l'usage de leurs locaux comme espaces éducatifs pour les enfants, les adolescents et les adultes du quartier. Néanmoins, en juin 2017, l'interlocuteur a changé et son successeur a progressivement mis en place des stratégies pour nous faire sortir des locaux, voyant l'appui de volontaires étrangers d'un très mauvais œil.

Le nombre de salles utilisables est passé de cinq à trois, ce qui a entraîné une baisse significative de notre capacité d'accueil de cinquante à trente participants et l'encombrement de l'atelier de confection textile. Début 2018, l'association a dû quitter les lieux. Cependant, nous avons su nous adapter de manière collaborative grâce aux femmes participantes qui ont proposé de mettre à disposition leurs maisons pour poursuivre les cours. Le projet a donc continué son développement, en faisant de ce changement d'espace une opportunité pour que les femmes partagent des espaces plus intimes, favorisant l'émergence d'un climat de confiance.

Enfin, face à la situation d'insécurité du quartier, due principalement à l'apparition de nouveaux gangs, la participation des jeunes dans les ateliers d'art urbain a progressivement diminuée. Le quartier est rapidement devenu une « frontière invisible », y empêchant l'accès à de nombreux jeunes. Tenant compte de cela, le travail de la branche culturelle s'est recentré sur des activités visant à diminuer la sensation de peur et de danger dans les espaces publics. Nous avons ainsi mis en place des ateliers de danse, de *capoeira*, des événements sportifs et des « soupes communautaires » auxquels ont participé principalement des femmes adultes et des enfants entre huit et treize ans. Il s'agit là d'un tournant dans notre orientation car nous avons ainsi cherché à récupérer l'espace public pour toute la population.

Les perspectives

Jusqu'à aujourd'hui, nous avons réussi à lancer dix-sept produits aux designs différents, générant des revenus justes pour les femmes du projet, environ cinq fois plus que dans l'industrie textile. Plusieurs partenariats importants ont été noués tout au long du projet. Grâce à cela, nous avons pu bénéficier d'études de marché sur la possibilité d'exporter nos produits sur le marché français. Notre première campagne de ventes en France devrait se réaliser en 2019 avec l'appui d'une campagne de *crowdfunding*.



Les produits de la marque Olingo. © Proyectar Sin Fronteras (PSF)

Quant aux activités artistiques, culturelles et de sensibilisation sociale à destination des jeunes et des enfants des quartiers où nous travaillons, nous continuons à les mettre en place en essayant de le faire dans des parcs et endroits publics plutôt que dans un centre fermé. Ceci dans le but de contribuer à récupérer l'espace public à la délinquance. En effet, ces activités sont d'autant plus indispensables que les zones où nous travaillons sont dangereuses et les services sociaux de l'État très limités.

Luis SALAMANCA

Président de Proyectar sin Fronteras.

<http://ong-psf.org>

Instagram : @olingopsf

Facebook : olingomarcasocial

S'adapter face aux imprévus

Des aléas surviennent toujours lors de la mise en œuvre d'un projet. Savoir y faire face et réfléchir avec les acteurs de terrain permet souvent de transformer des échecs potentiels en sources d'apprentissages et, finalement, en solutions.

Une aide au développement d'un quartier

Enfants-Soleil travaille depuis vingt ans en Haïti, en partenariat avec Enfants-Soleil Haïti. En dehors de l'éducation et de l'agriculture, objectifs prioritaires, nos efforts portent sur le relogement des familles sans toit et sur le développement de la micro-économie sociale et solidaire, qui permet à des populations démunies de trouver une activité et d'en être les acteurs.

Onaville est une cité en création, sur d'immenses espaces à flanc de montagne, à 18 km de Port au Prince, où se retrouvent les populations déplacées après le séisme de 2010, souvent très pauvres. Elles désirent y reconstruire leur vie mais tout est à faire. Les habitants s'organisent pour créer les infrastructures indispensables : voies d'accès, logements, eau, électricité, commerces... pour que ce site devienne une ville et non un nouveau bidonville. Les femmes en particulier, loin de la capitale, ont des difficultés à redémarrer leurs petits commerces, activité pourtant essentielle pour nourrir leurs familles.

Dans ce cadre, le projet de construction d'une épicerie coopérative et d'un réservoir d'eau est une participation au développement du quartier, conçu en partenariat avec l'ADHOR¹, un comité créé après le séisme de 2010, comprenant des familles pour lesquelles nous avons construit des logements. D'où l'idée commune de créer une épicerie gérée par des femmes du comité, apportant aux habitants des produits variés, à des prix abordables, le plus possible avec des produits locaux, contribuant ainsi, avec la vente d'eau, au développement du quartier. Après une formation en gestion, six femmes volontaires ont été cooptées pour gérer ce commerce. La construction, terminée en début 2018 est sûre, adaptée, bien placée, bien que de dimension modeste. La distribution d'eau marche bien et les clients sont nombreux pour l'épicerie.

Un premier bilan mitigé

Cependant, un bilan au bout de six mois de fonctionnement réel a fait ressortir de nombreux points à améliorer, nécessitant une fermeture provisoire afin de permettre une restructuration.



Fin des travaux de l'épicerie. © Fédération Enfants Soleil

Le diagnostic initial s'est révélé trop optimiste, notamment sur le besoin de formation, largement sous-estimé. La plupart des femmes, ne maîtrisant ni la lecture ni l'écriture, ont rencontré des difficultés insurmontables pour la gestion de l'épicerie. Travaillant chacune deux jours par semaine, elles n'ont pas pu trouver le temps de se former en parallèle de leurs activités habituelles. Ceci a occasionné des erreurs, avec des répercussions sur le chiffre d'affaires donc sur les bénéfices. Les cahiers de comptes n'ont pas été tenus avec rigueur. Le manque de compétence et d'implication des formateurs est mis en cause.

L'achalandage de l'épicerie a été trop faible, faisant perdre une partie de la clientèle potentielle. L'aide au démarrage de 1 000 € n'a pas suffi à acheter tous les produits nécessaires en quantité auprès des grossistes et producteurs locaux, d'où des achats trop chers, car en petites quantités et occasionnant des déplacements trop nombreux et chers, des ruptures de stocks, des non-vendus abîmés et l'impossibilité de pratiquer des prix assez bas pour cette population déshéritée. De plus, sous certaines influences des membres ont vendu à crédit, avec des difficultés pour récupérer les dus, et l'absence d'électricité a raccourci les heures d'ouverture. Un petit marché était prévu autour du local pour apporter une aide à des femmes du secteur, non concernées par le programme et comme vitrine de l'épicerie. Faute de temps, il n'a pas été aménagé.

À l'automne 2018, rien n'était perdu mais les bénéfices étaient insuffisants pour réinvestir, ce qui mettait en péril la pérennité du programme et la fidélisation des clients. Des mésententes sont apparues entre les gestionnaires, les unes accusant les autres d'incompétence. Ce constat nous a amené, avec les bénéficiaires participant au bilan, à fermer l'épicerie pour un mois, et à mettre en œuvre un « plan B », vaguement évoqué dans la rubrique « risques » du projet.



Un temps de formation. © Fédération Enfants Soleil

Des perspectives encourageantes

Avec une présence constante, les problèmes auraient pu être résolus plus tôt mais il était difficile de jauger les compétences de chacun.

D'un commun accord, l'équipe a été restructurée : les femmes compétentes et motivées sont restées et un membre fiable de l'ADHOR a été intégré comme acteur, formateur et conseiller. Les autres femmes pourront soit bénéficier du petit marché (en création) ou devenir salariées, si possible, un à deux jours par semaine, le temps de se former. D'autres compensations ponctuelles leur seront proposées (scolarisation des enfants, amélioration de l'habitat, etc.)

Un contrat a été signé avec les nouveaux gestionnaires, compétents, les obligeant à conserver une partie du chiffre d'affaire pour les réinvestissements, principe qui leur convient.

L'électricité a été installée en novembre 2018, avec le comité local et un complément d'investissement sur nos fonds propres. Un apport de 1 000 € supplémentaire a été octroyé pour l'achalandage, sous forme d'un prêt sans intérêts remboursable en deux ans. Il s'ajoute aux 1 000 € de départ conservés. Toutes les serrures ont été changées et le groupe est déjà au travail. Il possède des correspondants sûrs auprès des producteurs et des grossistes.

Le renforcement des partenaires locaux

La création d'activités de l'économie sociale et solidaire est un facteur de développement pour les populations les plus pauvres. Via les responsabilités, le pouvoir de décision et l'accès à l'autonomie, elles retrouvent une dignité.

Cependant, le diagnostic d'un projet doit intégrer, en profondeur, l'analyse des facteurs humains, les compétences immédiatement disponibles ou les possibilités de les acquérir. Le programme doit intégrer des accompagnements sociaux adéquats, souvent longs, onéreux, difficiles et un suivi à long terme. Notre première approche a été trop optimiste. Cependant, les solutions apportées permettront un redémarrage des activités avec toutes les chances de réussite. À titre d'exemple, le financement d'un salon de coiffure en octobre 2018, qui fait travailler cinq jeunes mères célibataires (dont une porteuse d'un handicap) et un homme. L'activité dépasse de loin les prévisions et l'ensemble est géré en autonomie. La présence permanente d'un membre de l'association a contribué à ce que tous les problèmes post-crédation soient résolus au fur et à mesure. Le problème du suivi se pose donc, comme à Onaville, pour les associations qui n'ont pas assez de partenaires sur place.

La nécessité d'une représentation permanente, fiable, est évidente pour Haïti. Nous insistons auprès des 90 associations regroupées au sein du Collectif Haïti de France, dont nous sommes l'un des administrateurs, sur la nécessité d'aider à la constitution d'une structure partenaire similaire en Haïti, reconnue par les autorités, dotée de salariés compétents, de moyens, capable d'effectuer des missions, de fédérer des acteurs, de proposer des projets, d'assurer des supervisions, des formations, de visiter des projet et suivre les programmes, de faire remonter les informations et les aléas.

Gérard RENARD

Responsable des projets en Haïti pour la Fédération Enfants-Soleil.

www.enfants-soleil.org

1 - Association de développement des habitants d'Onaville pour la reconstruction.

Le rapport à l'échec

dans les microprojets

Pour faire écho à la célèbre phrase de Nelson Mandela « Je ne perds jamais, soit je gagne, soit j'apprends. », faut-il dire « Je n'échoue pas, soit je réussis, soit j'apprends » ?

Le rapport à l'échec est souvent très complexe. Les organisations sont réticentes à l'idée d'exposer leurs erreurs ou de dire qu'un projet n'a pas atteint ses objectifs. La première raison est souvent liée à la redevabilité vis-à-vis du financeur. La deuxième en est le corollaire, à savoir la crainte de ne plus avoir de financements. Pourtant, cette défiance des organisations n'est pas nécessairement vérifiée. Les bailleurs de fonds sont avant tout des partenaires et ils ont tout intérêt à voir les projets soutenus réussir, d'où l'importance de communiquer, d'autant plus lorsque vous rencontrez des problèmes.

Ces derniers pourront éventuellement vous conseiller, vous aiguiller et travailler avec vous sur la manière de moduler votre projet.

Depuis 2013, l'Agence des Micro Projets (AMP) capitalise, à la lecture des bilans que lui font parvenir les associations, les principales difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre de leurs initiatives. La problématique qui ressort le plus est celle de la gestion financière et comptable des projets. Ceci est lié à deux choses, étroitement connexes, à savoir la recherche de fonds, souvent semée d'embûches, et la sous-estimation du budget nécessaire à la mise en œuvre des activités, par manque de ressources propres ou notamment parce que les bailleurs ne versent que très rarement l'intégralité des fonds à la date de démarrage du projet.

On retrouve ensuite par ordre décroissant la coordination de projet, les aléas climatiques et environnementaux, l'appropriation par les bénéficiaires finaux et les problèmes de partenariats. Finalement, à l'instar des méso ou macroprojets, les difficultés qui surviennent dans les microprojets sont de trois ordres, à savoir les erreurs méthodologiques, structurelles et relationnelles¹. À ces dernières, il faut ajouter les erreurs liées aux éléments externes.

Au-delà de faciliter la capitalisation des échecs et des difficultés rencontrées, l'AMP se place donc dans un rôle d'accompagnateur. Ainsi, les informations transmises nous permettent d'engager des études, telle que celle réalisée en 2018 sur la gestion des partenariats, et de rédiger des fiches de bonnes pratiques en collaboration avec les associations. L'objectif étant de collecter l'information et de la rendre accessible à tous afin d'éviter de réitérer les mêmes erreurs. L'échec ne doit pas être vu comme un tabou mais plutôt comme un levier, tant pour l'organisation que pour le bailleur, et surtout pour les bénéficiaires.

En effet, ces derniers en seront les plus impactés, ils doivent dès lors être vos premiers partenaires dans la résolution des problèmes. Une difficulté ou un échec ne doivent pas rompre le dialogue, bien au contraire : c'est dans l'adversité que se trouvent les solutions. Votre partenariat n'en sortira que renforcé car vous aurez appris ensemble afin de continuer votre collaboration.

Il est donc important de voir au-delà de l'échec en se l'appropriant dans une démarche d'apprentissage commun. Ainsi, même si tous les échecs peuvent entraîner des sanctions, il faut avant tout rester dans la bienveillance, puisque ce n'est pas l'échec qui est problématique mais plutôt sa persistance.

Raphaël LUROIS

Chargé de mission projet numérique et formation
Agence Micro Projets.

1 - Revue : *l'Essentiel*, Le rapport à l'échec dans les projets de développement, n°11 – septembre 2015.

6 - VALORISER LES MICROPROJETS

auprès des acteurs du développement



© Thierry Barbaut

Si les ressources humaines, matérielles et financières doivent être concentrées en priorité sur la mise en place et le suivi du projet, il est également primordial de communiquer sur les activités menées et les associations impliquées. La communication intervient en parallèle de chaque étape du cycle de gestion de projet et permet de valoriser les initiatives portées, ainsi que les acteurs et leurs partenaires, notamment auprès du grand public.

L'essor des nouvelles technologies ainsi que les réseaux sociaux sont ainsi des atouts clés à maîtriser dans la perspective de renforcer l'impact des microprojets et d'étendre les valeurs de solidarité et de partage au-delà du terrain.

Être acteur de sa propre communication

Ces dernières années, nombre de concours, appels à initiatives et appels à projets ont fleuri, vantant les mérites d'organisations, de *startups* ou d'entrepreneurs qui vont changer le monde par leurs innovations.

C'est parfois une image faussée qui est donnée du développement et qui, finalement, apporte peu de contenus concrets sur les actions de terrain. Il arrive souvent que les montants accordés soient dérisoires au regard des sommes engagées sur les plans de communication et que les projets lauréats ne soient ni accompagnés ni suivis dans la durée, réduisant ces dispositifs à des opérations de communication.

Les microprojets, des initiatives concrètes et durables

Se concentrer sur les effets, les actions menées et les résultats est indispensable et même prioritaire. Toutefois, il faut aussi savoir communiquer et valoriser ses propres initiatives car qui mieux qu'un acteur de microprojets pour parler de leur impact en France et/ou sur le terrain ?

Sources d'innovations techniques ou financières, résultats de partenariats fructueux entre des associations françaises et des organisations locales, les microprojets ont tous les atouts pour communiquer largement et valoriser leurs réalisations auprès des autres acteurs du développement. Il ne s'agit pas seulement de toucher les bailleurs, les fondations ou les entreprises partenaires mais aussi le grand public, qui doit être sensibilisé à ces enjeux de solidarité et qui, quand on lui explique avec un langage clair et pragmatique, ne demande qu'à connaître l'origine des projets, les acteurs qui les portent, à quoi ils servent et comment les bénéficiaires peuvent se les approprier et assurer leur autonomisation.

De nouveaux outils à disposition des acteurs du développement

En moins de vingt ans, une révolution numérique a bouleversé notre société. Elle n'a pas supprimé la communication traditionnelle (TV, presse écrite, études, etc.) mais l'a plutôt optimisée en facilitant le partage de contenus via les sites internet, les médiathèques en ligne (exemple de l'AMP) et bien sur les réseaux sociaux, sur lesquels nombre d'organisations, ONG et bailleurs de fonds ont aujourd'hui leur page dédiée.



© Thierry Barbaut

En effet, il devient parfois plus facile de maîtriser une page Facebook bien mise à jour qu'un site internet dont il faudra piloter le nom de domaine, l'hébergement et doter idéalement d'une stratégie de valorisation des contenus (pages, articles, photos et vidéos).

Cette révolution a permis de rendre les informations disponibles à un plus grand nombre d'utilisateurs, partout dans le monde. À titre d'exemple, un guide sur le suivi-évaluation des microprojets ou sur l'intégration du genre en milieu rural est désormais facilement accessible et partageable en format numérique à des milliers, voire des millions d'utilisateurs, parfois en plusieurs langues. L'information est plus simple à produire et circule plus rapidement, il faut donc veiller aussi à la gestion et à la protection des données qu'elle contient.

Une communication ciblée parle plus que mille mots

Une bonne interview d'un bénéficiaire ou un témoignage de qualité illustré par une photo représentative des réalisations est parfois plus efficace que les nombreuses pages d'un rapport. Le rapport reste bien sûr essentiel, mais accompagné d'une bonne communication il sera bien plus efficient !

Enfin, des chiffres clés, quelques pourcentages ou graphiques permettent parfois de comprendre immédiatement l'impact d'un projet et de rendre un contenu simple incroyablement efficace. L'effet est aussi de donner immédiatement l'envie d'en savoir plus et d'inciter à rentrer en contact pour participer ou collaborer à l'aventure d'un microprojet !

Thierry BARBAUT

Responsable numérique et communication
Agence Micro Projets.

Un « Monde perdu » sur youtube

L'ONG Naturevolution collabore avec Léo Grasset pour promouvoir ses actions.

L'expédition scientifique Makay 2017 menée par Naturevolution, une association qui œuvre notamment à la préservation du massif du Makay à Madagascar, a été marquée par la participation de Léo Grasset, célèbre « youtubeur » spécialisé dans la vulgarisation scientifique sur la chaîne DirtyBiology (700 000 abonnés).

Un partenariat gagnant-gagnant

Cette présence sur le terrain n'avait rien d'un hasard. Soucieuse d'augmenter sa notoriété - synonyme de fonds plus importants - Naturevolution a en effet invité Léo Grasset à accompagner les scientifiques dans les profonds canyons du Makay. Comme d'autres influenceurs avant lui, parmi lesquels des artistes ou des journalistes, le youtubeur a accepté de mettre sa notoriété au service d'une cause qui lui tenait à cœur. « Naturevolution m'offrait l'accès à un endroit unique, en échange de la visibilité que je pouvais apporter à ses projets, projets en accord avec ma philosophie. C'était gagnant sur tous les plans ! ».

« Pour nous, c'était un pari » explique Evrard Wendenbaum, président de Naturevolution, « parce que Léo nous a demandé une totale carte blanche. Nous ne savions donc pas de quoi il allait parler dans son film ni même s'il allait parler de nous ! »

Pourtant, quelques mois après la mission, les internautes ont pu découvrir sur Youtube : *Une Science pour protéger la Nature*. Cette vidéo¹, c'est trente minutes de réflexion intense qui questionnent le spectateur sur la capacité de l'Homme à préserver les dernières terres vierges de la planète. Dans ce film, Léo tente également de démontrer - avec force, métaphores et références mais aussi en s'appuyant sur des interviews de terrain et des expériences « en live » - que dans un objectif de préservation durable, les défenseurs de la nature doivent nécessairement prendre en compte le développement socio-économique des populations locales à l'image du travail de Naturevolution.

Un outil qui suscite une forte volonté d'engagement

Le coup de projecteur est phénoménal, « la plupart des abonnés de la chaîne Dirtybiology a été très intéressée par la démarche de l'association » remarque Léo Grasset. Mais augmenter sa base de *followers* était-il le seul objectif ?

« On ne va pas cacher que nous espérons aussi que ce projet nous apporte par ricochet des financements supplémentaires » avoue Evrard. « Si l'impact en terme de dons est resté limité, nous avons eu de nombreuses demandes d'inscription à nos missions écovolontaires et certains ont même franchi le pas en s'engageant. Ces missions représentant aujourd'hui la ressource financière principale de l'association, on peut dire que cette collaboration avec Léo nous a donc été extrêmement bénéfique ! ».

L'expertise et la renommée du youtubeur l'amène aujourd'hui à réaliser des vidéos pour des institutions telles que le Louvre, le Muséum National d'Histoire Naturelle, ou encore le Ministère de l'éducation nationale. Il n'exclut cependant pas de poursuivre l'aventure avec Naturevolution et d'autres ONG. « Je crois que nous devons faire notre maximum pour de belles causes comme celle que porte aujourd'hui Naturevolution. Youtubeur, c'est être sincère et militant » conclut Léo.

Gaëtan DELTOUR

Coordinateur scientifique et communication
pour l'ONG Naturevolution.

www.naturevolution.org

1 - Cette vidéo est disponible au lien suivant :
<https://www.youtube.com/watch?v=cdfwBSI12dg>



Léo Grasset en tournage dans le massif du Makay avec l'équipe scientifique de Naturevolution. © Naturevolution

Donner la parole aux acteurs du développement

Des documentaires pour valoriser les initiatives solidaires

Lors des missions sur le terrain, nous allons à la rencontre des acteurs qui agissent pour un monde plus responsable et une société plus équitable. Ces derniers utilisent tant des solutions simples que des systèmes plus innovants, en phase avec l'essor des technologies. Témoins de ce foisonnement d'initiatives dynamiques, il nous apparaît aujourd'hui indispensable de mobiliser tout un ensemble d'outils pour valoriser ces microprojets solidaires et leurs acteurs.

2015 : Lumière sur les acteurs du développement

Après quelques missions relayées par les réseaux sociaux, les *newsletters* et de nombreux partages, il a été décidé de donner de plus en plus la parole aux acteurs du développement. L'objectif était alors de valoriser les associations françaises en leur permettant de s'exprimer lors de conférences, de forums, puis sur le terrain, avec de meilleures photos et des témoignages présentant concrètement les réalisations. L'impact a été immédiat et nous a incité à aller plus loin dans cette démarche. Désormais, un film sera réalisé chaque année afin de mettre en avant ces acteurs et les dynamiques de terrain.



En tournage. © Thierry Barbaut

2017 : Togo, incubateur d'initiatives solidaires

Un premier film de vingt trois minutes a été tourné au Togo fin 2016 autour de six microprojets. Le premier volet de la série « Acteurs du développement » était né. Le film a documenté différentes thématiques du développement : eau, agriculture, éducation, entrepreneuriat, santé, formation et même l'intégration des nouvelles technologies via un projet de garage école

utilisant des tablettes tactiles pour former les jeunes mécaniciens aux métiers de demain. En libre accès sur Youtube (taper : Documentaire, Togo incubateurs d'initiatives solidaires¹), le film a été présenté en exclusivité à l'Agence Française de Développement (AFD) en décembre 2017, lors de la journée de restitution de l'AMP.

2018 : Les énergies renouvelables en Afrique de l'Ouest

Le deuxième volet comportait une nouveauté : intégrer des partenaires de l'AMP au tournage. C'est donc avec le fonds de dotation Synergie Solaire et l'entreprise Finergreen que s'est déroulée cette aventure de plus de 2 500 kilomètres à travers le Sénégal. L'accent était mis sur les énergies renouvelables et leur utilisation à toutes les échelles de projet (nano, macro, micro et méso projet).

Réaliser ce deuxième film fut une incroyable aventure. Le financement, la logistique, le matériel, faire témoigner les bénéficiaires, se déplacer en milieu rural en saison des pluies, rien n'a épargné l'équipe qui est restée mobilisée sept jours sur sept pendant les treize jours de tournage. Nos partenaires, Diane Lacaille, du Fonds Synergie Solaire, et Amélie Beaujard, de l'entreprise Finergreen, ont découvert avec nous les projets soutenus et ceux qui les déploient. Bien loin des dossiers que nous instruisons au cours de l'année, nous étions enfin au cœur des communautés, des bénéficiaires mais aussi des difficultés qu'ils peuvent rencontrer. Nous avons souvent pu échanger jusque tard dans la nuit avec ces Acteurs du Développement.

La version courte du film² a été diffusée le 6 décembre devant plus de cent vingt entreprises des énergies renouvelables et en présence de certaines associations partenaires des projets présentés, lors du dîner caritatif organisé par Synergie Solaire au Ministère de la Transition Écologique et Solidaire. La version complète du film a aussi été présentée à l'AFD en décembre 2018, montrant en images celles et ceux qui œuvrent au quotidien pour mettre en place ces initiatives solidaires.

Thierry BARBAUT

Responsable numérique et communication
Agence Micro Projets.

1 - Cette vidéo est disponible au lien suivant :
<https://youtu.be/zGJqsFFv6DA>

2 - Le lien (privé) de cette vidéo est :
<https://youtu.be/lz1tvLt0wc>

Quelques temps forts de 2018

Le Forum mondial Convergences

Le Forum s'est tenu les 3 et 4 septembre 2018 à Paris. L'AMP a organisé à cette occasion une conférence intitulée « Le numérique, un outil de convergences des acteurs du développement ». Cinq personnalités issues du milieu de l'entreprise, des ONG et des institutions internationales y sont intervenues, dont Isabelle Mashola, fondatrice d'Isahit, Thomas Samuel, fondateur de la société Sunna Design, Haweya Mohamed, cofondatrice de la marketplace Afrobytes et Gilles Babinet, responsable digital pour la France à l'Union Européenne. Si l'ensemble du panel a acté le fait que les différents pays en développement, notamment en Afrique, connaissent actuellement une révolution numérique, ils en sont aussi venus à la conclusion que c'est grâce à un travail conjoint de l'ensemble des acteurs (privés, publics, société civile, organisation non gouvernementale) que cette révolution pourra bénéficier à tout le monde. Ainsi, le développement du numérique ne doit pas être perçu comme un but en soi mais bien comme un outil concourant à la convergence de ces acteurs.



© Servane Bourgeault

www.convergences.org/forum-mondial



© Clara Chépeau

Low-tech : des solutions locales pour un impact global ?

Le 4 octobre 2018, le Low-tech Lab et l'Agence des Micro Projets ont organisé un deuxième colloque autour des low-tech. L'AMP encadrait un atelier participatif sur les low-tech comme opportunité dans l'aide au développement. Si la première partie de la journée s'est basée sur le travail de la fabrique écologique quant à la définition de la low-tech, l'atelier participatif de l'AMP s'est concentré sur un outil de diagnostic dans le cadre de la planification d'un projet de solidarité internationale. L'objectif était double pour les organisateurs : créer et améliorer un outil dédié aux ONG, mais aussi discuter de la pertinence et de l'orientation low-tech des projets de développement dans le cadre spécifique de leur intervention.

<http://lowtechlab.org/wiki/Accueil>



Salon des Métiers de l'Humanitaire (SMH) du Grand Genève

Dans le cadre d'un partenariat avec la Cité de la solidarité internationale d'Annemasse, l'Agence des Micro Projets s'est rendue au SMH du 11 au 13 octobre 2018 afin de promouvoir ses activités de financement et d'accompagnement des associations de solidarité internationale. Ce fut l'occasion de présenter le fonctionnement des trois appels à projets annuels aux organisations présentes. En collaboration avec l'ensemble du pôle volontariat de La Guilde, nous avons pu renseigner les nombreuses personnes présentes sur l'ensemble des activités de l'ONG.

www.cite-solidarite.fr



© SMH



© Occitanie Cooperation

L'Agora des coopérations

La huitième agora des coopérations et des solidarités internationales organisée par Occitanie Coopération a eu lieu le 18 octobre 2018 au Conseil Régional d'Occitanie à Toulouse. Ouvert à tous, cet événement réunit les acteurs de la coopération et de la solidarité internationale basés en Occitanie ainsi que des intervenants extérieurs. Il a vocation à favoriser les synergies, développer le partage d'expériences, encourager le dialogue et mettre à jour les connaissances. L'Agence des Micro Projets a participé à cette journée via la tenue d'un stand, l'introduction des associations Mosaïque et OICD à la tribune des projets et la co-animation d'un atelier « Savoir évaluer son projet » avec So Coopération. Une journée riche en échanges à la rencontre des acteurs des microprojets.

www.oc-cooperation.org

Aventure Bulletin d'abonnement

à retourner à : La Guilde - 7, rue de Pasquier - 75008 Paris
(règlement par chèque à l'ordre de La Guilde)

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Tél. : E-mail :

S'abonne à la revue AVENTURE (4 numéros)

- ☐ 12 euros (tarif France)
☐ 16 euros (tarif étranger)

Joint son règlement de euros à l'ordre de La Guilde. Date :

La Guilde - 7, rue Pasquier 75008 Paris - Tél. : 01 43 26 97 52 - aventure@la-guilde.org - www.la-guilde.org

Vous partez sur le terrain ?



Alors n'oubliez pas l'essentiel,
une protection sociale pour expatrié
au 01 49 64 10 87

Partez en toute liberté et confiez votre plan de protection sociale
à un vrai professionnel !

VERSPIEREN vous propose une protection sociale adaptée aux besoins de vos salariés expatriés
et volontaires à l'international.

Bon vent !

VERSPIEREN
Direction des assurances de personnes
8, avenue du Stade de France - 93210 Saint-Denis



Agence des Micro Projets

L'Agence des micro projets est le centre ressource national d'accompagnement et de financement des petites et moyennes associations françaises de solidarité internationale.

www.agencemicroprojets.org



Portail Solidaire

Le site internet Portail Solidaire est un portail collaboratif qui met en lien des porteurs de projets de solidarité internationale avec des bailleurs de fond.

www.portailsolidaire.org

L'Agence des Micro Projets est un programme de La Guilde Européenne du Raid (association reconnue d'utilité publique) soutenu par l'Agence Française de Développement.



Agence des Micro Projets

7 rue Pasquier, 75008 Paris

Tél. : 01 45 49 03 65 - contact@agencemicroprojets.org

